



Stratégie de développement de l'enseignement universitaire dans le monde islamique

Table des Matières

Avant-propos	1
Introduction	
Première partie :	
Fondements, références et défis	6
1. Construction et importance de la stratégie	6
2. Orientations et objectifs	8
3. Défis pour l'enseignement universitaire dans le monde islamique	11
4. L'enseignement universitaire dans l'héritage éducatif islamique	13
Deuxième partie :	
Les domaines. Domaines institutionnels pour le développement de l'enseignement supérieur	15
1. Développement structurel de l'enseignement supérieur	15
2. Indépendance de l'établissement universitaire	16
3. L'administration universitaire	16
4. Les demandes d'adhésion aux établissements universitaires	20
5. Types d'enseignement universitaire et perspectives	21
6. Complémentarité et coopération entre les universités du monde islamique ...	25
7. Départements et chaires universitaires	26
8. Bibliothèques et unités de documentation	26
Troisième partie :	
Problématiques. Problématiques de développement de l'enseignement universitaire dans les pays islamiques	29
1. La planification stratégique	29
2. Financement et dépenses	33
3. Evaluation de la performance	36
4. Les questions académiques et la problématique de la qualité	38
5. Corps enseignant et pédagogie universitaire	44
6. L'université et le marché de l'emploi	50
7. La recherche scientifique	52

Quatrième partie :

Rôle de l'enseignement universitaire dans le traitement des questions contemporaines56

1. Rôle de l'université dans la promotion des valeurs de dialogue, de la paix et des droits de l'Homme56
2. Rôle de l'université dans la résolution des problèmes contemporains57

Cinquième partie :

Perspectives de changement et mécanismes d'évolution proposés64

Avant-propos

- Etant donné que toute activité éducative effective doit porter sur des fondements stables, adopter une vision constructive, fixer des objectifs bien déterminés et suivre une planification claire, conformément à la parole de Dieu : « **Nous avons donné à chacun d'entre eux une règle et une loi** » ;
- Vu que la Fédération des Universités du monde islamique est parfaitement consciente du rôle primordial de l'éducation et de l'enseignement dans l'immunisation de l'identité civilisationnelle et le développement des capacités créatrices et productives des ressources humaines, clé du développement d'un individu dévoué à son créateur, oeuvrant pour honorer sa mission de lieutenance sur terre et conscient de la finalité de son existence, des conditions de sa survie et des défis de son temps;
- Compte tenu de l'importance de l'éducation et de l'enseignement en islam qui appelle à l'adoration de Dieu et au développement de l'individu, conformément à la parole divine : « **Je n'ai créé les djinns et les hommes que pour M'adorer** », et dans le but de promouvoir l'individu musulman sur les plans spirituel, social, économique, culturel et scientifique...

Il s'avère nécessaire de promouvoir l'éducation et l'enseignement pour protéger l'avenir de l'homme et le mettre à l'abri de différents fléaux comme la pauvreté, l'analphabétisme, les guerres, la pollution et les maladies, en lui inculquant les valeurs de l'islam : la foi, la science, le travail, l'entraide, la tolérance, la paix, les bonnes actions et bien d'autres valeurs.

- S'appuyant sur ce qui précède, le besoin d'une stratégie pour le développement de l'enseignement universitaire dans le monde islamique se fait de plus en plus sentir. Cette stratégie s'appuie sur les bases suivantes :
 - a- **la base de la foi** : elle conçoit l'acte pédagogique à partir des préceptes de l'islam.
 - b- **la base éducative** : elle conçoit les valeurs comme le fondement de l'acte pédagogique.
 - c- **la base humaine** : elle considère l'homme à la fois comme le moyen et le but de tout progrès et de tout développement.
 - d- **la base civilisationnelle** : elle lie l'éducation à différents aspects du développement, en se fondant sur le principe suivant : « **Pas de développement sans éducation** », et en considérant l'éducation comme le socle de toute construction civilisationnelle.
 - e- **la base de la coopération** : elle considère la coopération arabo-islamique et internationale comme une force et une richesse pour l'enseignement universitaire
 - f- **la base de l'équilibre** : elle s'appuie sur des constantes qui restent ouvertes et des variables qui doivent être constructives.

Compte tenu de ces différents principes, la stratégie se structure sur trois niveaux principaux :

- 1- **le niveau individuel**: il vise à former l'individu sur les plans spirituel, intellectuel, physique et à développer ses relations.

- 2- **le niveau social**: il tend à renforcer les valeurs de coopération, d'unité et de diversité dans le respect de l'unité et de la différence.
- 3- **le niveau universel**: il tend à consolider les valeurs humaines communes, notamment les valeurs de dialogue, de préservation de l'environnement, de développement de la population, de la paix...

Aussi, pour pouvoir évoluer sur ces niveaux, la stratégie a-t-elle adopté les référentiels suivants:

- Les objectifs de la Charte de la Fédération des Universités du Monde islamique appelant à « **Rehausser le niveau de l'enseignement supérieur et le développer afin qu'il réponde aux exigences des pays islamiques et à leurs besoins en ressources humaines** » ;
- Les résolutions, les décisions et les recommandations des conférences générales et des conseils exécutifs de la Fédération des Universités du Monde islamique et de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture –ISESCO- ;
- Les recommandations et les orientations des conférences et des colloques islamiques et internationaux sur l'enseignement supérieur ;
- Les besoins et les aspirations formulés par les universités islamiques à l'attention de la Fédération ;
- Les stratégies de l'ISESCO, l'UNESCO et l'ALECSO en matière d'éducation, de sciences, de culture et de communication.
- Les changements et les défis auxquels l'enseignement universitaire fait face en ce début du 3^{ème} millénaire.

Se basant sur ces références qui déterminent les spécificités des sociétés islamiques, leurs aspirations au développement et les défis auxquels elles font face, la stratégie a conçu une vision académique de l'éducation et de l'enseignement, qui se caractérise par :

- a- L'authenticité et la modernité** : ce principe vise à préserver l'identité civilisationnelle de l'enseignement universitaire tout en respectant les changements positifs actuels.
- b- La globalité** : elle est reflétée par la diversité de l'enseignement universitaire et son intérêt pour les questions culturelles, sociales, environnementales, juridiques etc...
- c-La complémentarité** : elle vise à relier l'éducation à l'enseignement, l'enseignement général à l'universitaire, l'enseignement public à l'enseignement privé et l'enseignement en général à la vie et aux différentes catégories sociales.
- d- Le réalisme** : il dirige notre attention vers l'enseignement qui répond aux besoins réels du Monde islamique.
- e- La prospective** : cette stratégie ambitionne un avenir islamique radieux, où la Oumma islamique reprendra son rôle civilisationnel de premier plan et recouvrera la place qui lui sied dans le processus du développement humain.

Cette vision a présidé au choix des thèmes principaux traités dans cette Stratégie qui comporte cinq parties :

La première partie définit les fondements, les orientations et les défis, la deuxième traite des champs institutionnels pour le développement de l'enseignement supérieur, la troisième partie présente les questions qui animent l'enseignement supérieur, la quatrième met en valeur le rôle de l'enseignement supérieur dans le règlement des questions d'actualité, la cinquième partie examine, enfin, les perspectives de changement et émet des propositions concernant les mécanismes de développement.

Toutefois, ces objectifs ne peuvent être atteints qu'à travers le réexamen de la réalité de l'enseignement supérieur dans le monde musulman, en se fondant sur les valeurs islamiques et les spécificités civilisationnelles de ses sociétés, le but étant de développer ses structures, moderniser ses outils, élargir ses domaines, définir ses priorités et identifier ses défis afin d'en garantir la qualité et l'efficacité et permettre la production et non plus seulement la consommation du savoir. Il s'agit, en outre, de doter l'enseignement supérieur des outils lui permettant de relever les défis technologiques, informationnels et communicationnels de notre temps et mettre en valeur la vision islamique dans le règlement des problèmes actuels qui influent sur sa structure civilisationnelle, tels que l'analphabétisme, la mondialisation, la fuite des cerveaux, la pauvreté, l'environnement, la santé, la lutte contre l'information tendancieuse et préjudiciable et contre l'intolérance et la haine.

Ce projet civilisationnel qui est présenté devant la Oumma islamique tend à réaliser deux résultats importants, à savoir :

- 1- développer et moderniser un système d'enseignement supérieur respectueux des valeurs immuables de la Oumma et des spécificités de ses sociétés afin de satisfaire ses besoins en produisant un savoir authentique et moderne ;
- 2- mobiliser les volontés, les moyens et les mécanismes et favoriser la contribution des différentes institutions et potentialités pour concrétiser les orientations de cette stratégie et l'adapter à l'identité et aux spécificités locales.

Introduction

Pour les citoyens des pays islamiques, l'enseignement supérieur est, par excellence, le modèle suprême de tout système reflétant leurs aspirations. Car plus qu'une simple composante de l'appareil éducatif, il assume la mission de produire et de transmettre la culture scientifique avancée, tout en assurant la formation méthodologique des cadres spécialisés moyens et supérieurs. Ce système façonne, par ailleurs, l'enseignement supérieur en fonction des attentes des communautés islamiques en matière de progrès pour un avenir meilleur.

La formation visant l'excellence, de même que la spécialisation dans les domaines de pointe, demeurent l'un des objectifs majeurs des établissements de l'enseignement supérieur. Il en est de même de l'université qui continue d'être un centre d'enseignement et de recherche, ainsi qu'une institution pour la propagation du rayonnement de la culture islamique. Ainsi, elle va de conserve avec le développement national et la mise en place des structures socioéconomiques grâce à l'implication de l'élite universitaire dans le processus décisionnel, et ce, par le biais de la formation et de la préparation des cadres actifs de la société. L'université s'efforce par ailleurs, de créer les opportunités permettant l'insertion des jeunes dans la société. A cela s'ajoute son ambition d'acquérir et de développer les sciences modernes et la technologie de pointe.

Au cours de la présente période, où l'on doit faire face à des défis multidimensionnels, l'enseignement supérieur dans les pays du monde islamique a connu une évolution marquée par différentes manifestations et phénomènes, notamment :

- Croissance sans précédent dans ces pays du nombre des bénéficiaires de cet enseignement ;
- Investissement accru des ressources financières et humaines afin de faire face à cette croissance, alourdissant en conséquence les budgets de ces pays ;
- Diversification des structures, des programmes et des formations en vue de satisfaire les exigences du marché du travail et être au diapason du développement scientifique mondial ;
- Accroissement de l'importance de l'enseignement supérieur non universitaire, de concert avec les courants internationaux en la matière ;
- Incitation des autorités publiques à la création et la multiplication des universités et établissements supérieurs en vue de répondre aux besoins pressants de dispenser des formations sur des branches académiques constamment renouvelées ;
- Emergence d'une volonté de réforme auprès de l'administration responsable, induisant ainsi la substitution des structures en place.

Le monde islamique, dans sa transition de la phase d'introversion sociale à celle de l'ouverture et de la productivité et l'acquisition de la connaissance évoluée, passe par moult mutations accélérées. Ces mutations nous commandent impérieusement de mettre au point une stratégie de l'enseignement supérieur, qui servira de tremplin à un plan intégré pour la Oumma dans ce domaine. Cette aspiration prend d'autant plus de l'ampleur devant la lenteur du développement de nos structures économiques et sociales et leur faible compétitivité.

Cette aspiration demeure un projet difficile et complexe dans la mesure où la priorité est accordée, dans notre époque, à ce qui est convenu d'appeler l'enseignement et la formation qualitatifs. D'où la nécessité de sensibiliser les décideurs à l'exigence de concilier les compétences, expertises et besoins du monde islamique et le développement mondial de l'université, considérée dans une perspective holistique soucieuse d'atteindre la plénitude scientifique.

Ces données générales, entre autres, posent à l'enseignement supérieur des pays du monde islamique une nouvelle gageure qu'il convient de scruter en profondeur. Le monde vit aujourd'hui des changements sans précédent sur tous les plans, des changements régis par des facteurs qui se caractérisent par la multitude de leurs contradictions économiques et intellectuelles, l'hétérogénéité des conflits culturels et religieux. Elles se distinguent également, en l'absence de l'équilibre technologique, par les effets de la mondialisation. A cela s'ajoute la progression des programmes de dialogue entre les civilisations, les religions et les cultures, les questions de démocratie et de droits de l'homme, sans oublier l'image standardisée colportée sur l'Islam et les musulmans dans les programmes d'enseignement et à travers les médias occidentaux.

A la lumière de ce qui précède, il devient impératif pour la majorité des penseurs, des universitaires et des décideurs dans le monde islamique, de mettre au point une stratégie permettant d'explorer les horizons de l'enseignement supérieur dans les pays islamiques dans la perspective de développer ses structures et d'assumer au mieux sa mission.

Dans sa conception générale, la stratégie se conçoit comme une vision devant aboutir à des résultats effectifs et conformes aux besoins, un projet ayant des objectifs et desseins à atteindre, ou encore un plan d'évaluation des orientations générales que doit prendre ce secteur dans ces pays.

Il est indispensable, cependant, de procéder à une évaluation de la situation actuelle de l'enseignement supérieur, tous domaines confondus, et d'en tirer les enseignements avant d'entamer l'élaboration d'une stratégie objective et efficace. Cette évaluation doit inclure le coût de la stratégie et des mécanismes nécessaires à son application, notamment les coûts de mobilisation des ressources tant humaines que matérielles. Il serait utile, à ce propos, de distinguer entre les spécificités de certaines régions du monde islamique et, partant, de fixer les priorités pour certains objectifs, tels que, par exemple, les structures administratives et académiques, la qualité de la formation et sa relation au développement socioéconomique, la place qu'occupe la recherche scientifique, etc.

L'adoption d'une stratégie en matière d'enseignement supérieur permettra à ce secteur de contribuer efficacement à la concrétisation des conditions nouvelles du progrès scientifique et technologique et de surmonter les obstacles qui entravent l'aboutissement des changements socioéconomiques escomptés. Ce secteur pourrait ainsi retrouver les racines originelles de son patrimoine, son authenticité spirituelle et culturelle, et s'ouvrir positivement sur les perspectives de l'époque.

Première partie

Fondements : Références et défis

1. Construction et importance de la stratégie

La nécessité de construire une Stratégie de développement de l'enseignement supérieur et universitaire dans le monde islamique procède de plusieurs facteurs, en particulier les conséquences de la mondialisation et l'interaction de la société musulmane avec la situation que celle-ci a engendrée et à laquelle le monde islamique doit faire face s'il veut progresser et atteindre la place qui lui revient. Plusieurs interrogations ont été soulevées dans ce sens, suscitées par les études et la littérature qui se sont penchées sur l'évaluation de ce domaine et son évolution dans les pays du monde islamique.

Citons, entre autres, les interrogations suivantes :

- Pourquoi les politiques et plans prévoyant le développement de l'enseignement universitaire et la recherche scientifique n'ont-ils pas atteint les objectifs escomptés dans la plupart des pays islamiques ?
- Pourquoi la qualité de l'enseignement supérieur et universitaire et le nombre d'étudiants inscrits à l'enseignement supérieur sont-ils toujours aussi faibles ?
- Comment expliquer l'accroissement du nombre des chômeurs parmi les diplômés universitaires et le grand écart séparant l'enseignement supérieur et universitaire du développement socioéconomique sont-ils toujours aussi importants dans bon nombre de pays islamiques ?
- Pourquoi les universités sont-elles toujours incapables d'activer la participation de la recherche scientifique au développement économique, et inaptes dans bien de pays islamiques, à former l'esprit créatif du musulman ?
- Pourquoi continue-t-on de poser avec acuité la question de l'autonomie des établissements d'enseignement et de la liberté académique dans la plupart des pays du monde islamique ?
- Pourquoi le taux d'analphabétisme abécédaire et civilisationnel dans les pays islamiques est-il élevé en comparaison des pays avancés (dans les pays islamiques, par exemple, ce taux est de 55% pour les femmes et 40% pour les hommes), sachant que la croissance de l'analphabétisme influe négativement sur l'enseignement supérieur et universitaire, au plan de la rentabilité incarnée par le nombre d'étudiants ?
- Comment expliquer la régression du niveau des enseignants et des formateurs, ainsi que l'indicateur de l'égalité des chances des étudiants ?

Les études, recherches, colloques et conférences organisés par diverses institutions, dont l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture, ont identifié plusieurs facteurs qui répondent à ces interrogations, et que l'on peut énumérer comme suit :

- Manque de stratégies efficaces pour le développement de l'enseignement supérieur et universitaire réellement liées aux exigences du développement durable.
- Emigration des cerveaux innovateurs.
- Inadéquation des procédures d'admission.
- Subordination aux universités étrangères.
- Hégémonie de l'Etat sur le secteur de l'enseignement en général, et sur l'enseignement supérieur et universitaire en particulier.
- Professionnalisme insuffisant des enseignants et chercheurs.
- Faible participation de l'environnement immédiat à la planification de l'enseignement supérieur et universitaire et à sa mise en œuvre en raison du repli des établissements d'enseignement supérieur et universitaire sur eux-mêmes en invoquant le caractère sacré de l'université.
- Insuffisance du financement et dépendance, dans la plupart des cas, sur une seule et unique source, à savoir, le gouvernement.
- Incapacité du produit de l'enseignement universitaire à répondre aux différents besoins du développement.

Il est d'autres interrogations qui s'ajoutent à celles qui précèdent et auxquelles l'on peut répondre, non pas pour nourrir le sentiment d'impuissance mais bien plutôt pour enflammer les esprits et remuer les volontés de sorte qu'ils puissent procéder avec confiance à la mise en place dans le monde islamique d'un enseignement supérieur et universitaire susceptible réellement de servir l'ambition des peuples musulmans, pour peu que cette action s'inscrive dans le cadre d'une philosophie claire et d'une identité spécifique, qui soit organiquement liée au développement et en harmonie avec le renouveau dans le monde contemporain.

Il n'en demeure pas moins, cependant, que ces observations laissent dégager certaines lueurs encourageantes et incitatives pour le perfectionnement de l'enseignement universitaire.

Facteurs encourageants pour le développement de l'enseignement supérieur et universitaire dans le monde islamique :

Ces lacunes et insuffisances n'en décèlent pas moins, néanmoins, des facteurs d'encouragement pouvant concourir à la construction d'une stratégie islamique efficace. Citons, parmi ces facteurs, les éléments suivants :

Il n'est pas de citoyen musulman conscient de la glorieuse histoire de la Oumma islamique et de sa contribution à l'édification de la civilisation humaine, grâce à l'apport de ses créateurs et inventeurs, dans tous les domaines de la connaissance et de la technologie, qui soit prêt à s'effacer devant la mondialisation, à se fondre dans son sillage et à se résigner à l'oblitération de son identité, de sa culture et de sa civilisation.

Mieux encore, le monde islamique assiste, depuis ces deux dernières décennies du XX^e siècle, à un progrès qui se traduit par la propagation de l'enseignement, tous cycles

confondus et la mise en place des technologies les plus sophistiquées de communication par le biais des satellites arabes et islamiques, et le recours aux satellites mondiaux et à l'Internet.

Nombre d'universités et d'institutions d'enseignement supérieur et universitaire des pays du monde islamique ont adopté la méthode de planification en vue d'améliorer la performance et de se mettre au diapason des universités avancées. Il en est d'autres universités et institutions qui s'attellent à suivre cette approche.

La jeunesse, dans le monde islamique, constitue la catégorie la plus importante sur le plan numérique. C'est la catégorie qui est la plus enclin à la créativité, à l'innovation et à la confection du savoir, pourvu que les circonstances le permettent et qu'elle ait reçu la formation et la motivation nécessaires.

Certains pays islamiques ont institué des lois qui régissent le partenariat entre les secteurs public et privé pour renforcer la solidarité et la coopération, mais aussi dans la perspective d'établissement de réseaux (networking) entre les universités et les établissements d'enseignement supérieur.

L'on assiste chez les jeunes des pays islamiques, par ailleurs, à une propagation de la culture de l'autodidactie et de l'enseignement à distance. Il s'agit là d'une adhésion au principe d'apprentissage continu, mais aussi du souci d'améliorer sa situation ainsi que d'une propension à surmonter les conditions présentes. Ce phénomène démontre, si preuve est, d'une prise de conscience de la jeunesse musulmane, bien qu'à un niveau différent d'un pays à l'autre.

Nous constatons de manière générale, bien qu'à divers degrés, les prémises d'une implication de plus en plus significative du secteur privé dans l'éducation et l'enseignement, et tout particulièrement des organisations non gouvernementales, ainsi que l'adhésion aux conventions internationales portant sur les droits de l'homme et les droits de l'enfant.

2. Orientations et objectifs

Ces orientations découlent des précédentes analyses et se résument ainsi :

- Faire la différence entre le projet de la mondialisation qui fait de la connaissance une simple marchandise et celui de traiter la connaissance comme une assise humaniste et un échappatoire à la pauvreté, à l'ignorance, à la dépendance absolue, ainsi qu'un sujet de dialogue entre les différentes cultures à travers les canaux de communication.
- La libéralisation des marchés et la comptabilisation du rendement contraindront les établissements d'enseignement supérieur et universitaire à entrer, pour les besoins de leur financement, le marché de la concurrence. Ils seront ainsi conduits à concilier entre la collecte des fonds pour assurer les besoins budgétaires et la production et la création en matière de savoir. Ils auront, ce faisant, à faire preuve d'une subtilité inventive et d'une flexibilité intellectuelle qui n'admettent pas la standardisation de l'intelligence, pas plus qu'elles n'omettent la liberté dans la prise de décision et sa conservation dans le milieu compétitif de la science et de la connaissance.

- Forger, comme point de départ, une philosophie pédagogique intégrée qui sera un pilier pour la planification et la prise de décision, et mettre au point des mécanismes de suivi de l'évolution mondiale en matière d'éducation et d'enseignement, y compris l'enseignement supérieur et universitaire. Il s'agit également, dans ce même contexte, d'instituer un système permettant de recevoir les informations, les connaissances et les signaux transmis électroniquement, et comprenant des réseaux électroniques et des institutions virtuelles à même de réduire le temps et la distance, tout en ayant la préséance sur le système local de développement et de production. Ce système doit permettre, par ailleurs, l'accès des différentes catégories de tranches d'âge parmi les apprenants et les stagiaires, la réactivation de l'autodidactie et la libre sélection tant au plan des spécialités et des enseignants que des sources de connaissances. Le système peut également comprendre une infrastructure informatique et des universités privées (ou locales), des universités publiques, des centres culturels, des universités ouvertes, ainsi qu'un enseignement international par le biais de réseaux externes, et des universités virtuelles.
- S'appuyer sur le référentiel des valeurs islamiques pour conforter la vision globale en matière de formation, ainsi que la complémentarité, l'authenticité et l'orientation dans l'enseignement.
- Respecter les spécificités et l'éthique de la différence, et enraciner la culture du justemilieu, de l'alliance des civilisations et du dialogue des cultures.
- Réactiver la mission de la langue arabe, moderniser les modes de son enseignement, soutenir les établissements œuvrant à sa diffusion et la formation des personnes opérant dans ce domaine. Cette action constitue une obligation religieuse ainsi qu'une nécessité civilisationnelle et sociale, en ce sens que la langue arabe est la langue du Coran et de la culture islamique. Elle apparaît ainsi comme l'une des citadelles inexpugnables de nos fondements et de l'existence civilisationnelle, de même qu'un pilier de l'identité culturelle de la Oumma.

Objectifs de développement de l'enseignement universitaire

Les objectifs de développement de l'enseignement supérieur et universitaire dans les pays islamiques s'appuient sur la situation actuelle ainsi que sur les défis auxquels il doit faire face, au présent et à l'avenir, tant au plan local que national et international. Ils s'appuient également sur l'héritage civilisationnel islamique ainsi que sur les développements que le monde a connus à une époque récente, avec tous les changements et nouveautés enregistrés en matière de professions, de métiers et de rôles socioéconomiques. Ces objectifs peuvent être répartis en deux groupes, l'un se rapportant à la société, et l'autre à l'étudiant.

a) Objectifs se rapportant à la société islamique locale ou régionale :

Dans ce domaine, l'enseignement universitaire vise à atteindre les objectifs suivants :

- Préserver la culture islamique, contribuer à sa diffusion et valoriser la créativité des personnes opérant dans ce cadre de manière à fortifier la personnalité culturelle et civilisationnelle du musulman ;

- Contribuer efficacement au développement durable et concourir à la satisfaction des besoins du marché de l'emploi dans les différents secteurs économiques et sociaux, tout en gardant présent à l'esprit que ces besoins sont dynamiques et en perpétuel renouvellement. Aussi les programmes d'enseignement devront-ils être régulièrement actualisés et adaptés à l'évolution du marché de l'emploi et de l'économie ;
- Promouvoir la relation entre les établissements de l'enseignement supérieur, universitaire et général, et les établissements communautaires sur la base d'un partenariat multiforme, et ce, afin qu'ils puissent contribuer au développement économique et humain de la communauté ;
- Développer le sens de la responsabilité chez l'individu et la société et renforcer le sentiment d'indépendance et d'attachement aux principes nationaux et islamique et faire en sorte que la société soit en mesure de relever les défis de l'époque actuelle ;
- Assurer la préparation de fonctionnaires hautement qualifiés afin de satisfaire les besoins économiques, sociaux, scientifiques et culturels de la société islamique ;
- Entreprendre une critique objective des choix stratégiques et participer à l'étude des problèmes et défis posés au triple plan local, national et mondial ;
- Participer à la mise en place d'un système de responsabilisation permettant d'assurer un enseignement supérieur et universitaire de très bonne qualité dans les pays islamiques, tant au niveau des matières qu'à celui de la performance et du rendement ;
- Rehausser les compétences des établissements d'enseignement supérieur et universitaire afin qu'ils puissent assumer leurs fonctions au sein de la société et consolider leurs relations avec les entreprises du secteur privé et les organisations gouvernementales et non gouvernementales ;
- Mettre l'accent sur l'unité des connaissances et le progrès des recherches et des études.

b) Objectifs se rapportant à l'étudiant :

Compte tenu du fait que l'étudiant constitue l'axe principale dans le processus d'enseignement et d'apprentissage, l'enseignement supérieur et universitaire est tenu de réaliser, en sa faveur, un ensemble d'objectifs à la lumière des considérations précitées, notamment :

- Consolider chez l'étudiant l'identité culturelle nationale et conforter son attachement et son appartenance à la culture de sa communauté ainsi qu'aux valeurs de sa citoyenneté ;
- Stimuler sa tendance à s'ouvrir aux autres cultures et promouvoir le sentiment d'entente et de coexistence fondé sur l'échange et l'intérêt mutuel ;
- Renforcer les valeurs du travail et de la participation sociale par leur mise en pratique au sein de l'université et faire en sorte que les activités concernées, de même que la culture en vigueur, soient organisées dans l'intention de valoriser ces valeurs ;

- Inculquer à l'étudiant la capacité et les orientations lui permettant de trouver les opportunités d'emploi et développer chez lui l'esprit de compétition nécessaire à la réalisation de ses projets, et ce, dans les limites de ce que la légalité, les traditions et l'éthique autorisent. Lui permettre également d'acquérir la capacité de faire face aux nouveautés en la matière et s'y adapter ;
- Permettre à l'étudiant d'acquérir les habilités qu'exige la recherche de la connaissance, ainsi que son application et, le cas échéant, sa fabrication en fonction de ses propres besoins et des besoins de la communauté dont il fait partie, déployant pour ce faire un effort individuel et continu (capacités d'auto apprentissage) ;
- Veiller à ce que l'étudiant prenne conscience de l'interdépendance des sciences et des connaissances afin qu'il soit amené à découvrir de nouvelles sphères de connaissances et de technologies se rapportant aux sciences pures ou appliquées et ayant trait à la vie.
- Permettre à l'étudiant d'acquérir les capacités d'aborder les changements scientifiques et encyclopédiques selon le raisonnement de "l'incertitude" qu'il convient de considérer, dans toute sa complexité, comme étant dans l'ordre de leur évolution et leur développement.
- Rehausser ses aptitudes et son sens critique à des fins de créativité et d'innovation.
- Inculquer l'étudiant les valeurs de la liberté d'opinion, de l'action, de la probité, du dévouement, du dialogue et du respect.

3. Défis pour l'enseignement universitaire dans le monde islamique

Le monde contemporain vit aujourd'hui ce qu'on peut appeler l'ère "post-adolescence". Celle-ci se distingue de l'étape précédente, sur le plan de l'enseignement supérieur et universitaire, par un certain nombre d'orientation qui sont, en vérité, de réels défis qu'il faut relever. Citons, entre autres, les défis suivants au développement :

- Insuffler une dynamique dans la pensée scientifique, en particulier dans des domaines scientifiques telles les sciences naturelles, la biologie et la génétique ;
- Mettre au point des critères, des théories et des curriculums susceptibles d'impulser la capacité compétitive de l'enseignement supérieur et universitaire et lui permettre de contribuer à la solution des problèmes liés au marché de l'emploi local et régional ;
- Habilitier l'enseignement supérieur et universitaire à devenir plus apte à servir la communauté, la marquer et générer de nouvelles idées ;
- Œuvrer à sa transformation et faire en sorte qu'il ne se contente pas seulement de réagir et de s'adapter aux événements mais à les produire ;
- Contribuer efficacement à la réalisation du développement durable à moyen et à long terme.

Quant aux défis au niveau technologique, elles sont nombreuses et peuvent être résumer comme suit :

- Recourir aux systèmes numériques qui améliorent la qualité des opérations et des produits, ainsi qu'une plus grande distribution des services et leur assemblage dans un lieu permettant de garantir une plus grande précision sur le plan du contrôle et, partant, d'aboutir à un changement radical dans les modes de vie et de production ;
- Soutenir la complémentarité et l'interaction entre, d'une part, le développement technologique et les phénomènes sociaux, éthiques et comportementaux et, d'autre part, ce qui se rapporte à tous les aspects économiques et culturels. Ceci induira le monde à s'orienter vers une révision globale des données de la civilisation hégémonique et d'inclure la dimension prospective dans l'examen comparatif des dynamiques sociétales qui influencent notre comportement, et notre rendement socioéconomique ;
- Exploiter la mondialisation de l'enseignement supérieur et universitaire ainsi que des changements positifs apportés tant dans le fond que dans la forme, comme, par exemple, pour ce qui est de la réseautique virtuelle qui est désormais davantage utilisée par les universités que dans les domaines architectonique et administratif. Entre autres conséquences, citons l'imbrication constatée entre les domaines éducatif, social, de la recherche et la participation décisionnelle. A signaler également que l'enseignement supérieur s'est étendu pour englober toutes les catégories sociales, toutes tranches d'âges confondues. Il convient de noter que ces nouvelles orientations constituent des défis qui se posent à l'enseignement supérieur et universitaire dans le monde islamique ;
- Entre autres défis, la difficulté de concevoir un modèle répondant à la fois aux exigences de l'environnement mondial et de l'environnement local, dont la concrétisation nécessite l'établissement d'une nouvelle forme de coopération mutuelle qui répond aux besoins de la science, de la technologie, aux problèmes écologiques, aux attentes des populations, et ce, abstraction faite des ressources réelles du monde islamique en matière d'enseignement et de culture comparées aux autres ;
- L'émergence quotidiennement de nouvelles économies constitue un autre défi majeur pour le monde islamique, surtout au niveau de l'enseignement supérieur et universitaire, associées à une féroce concurrence dans l'exportation des services et l'acquisition du savoir et de la technologie. Ce défi ne peut être relevé par le repli total ou partiel sur soi, ou par l'adoption d'un modèle de développement fermé au monde extérieur et indifférent à l'évolution des marchés.

L'on peut affirmer, à cet égard, que les communautés musulmanes, en général, ont conscience d'au moins trois facteurs, à savoir :

- a) Nécessité d'une restructuration de la connaissance et d'une relecture des concepts respectifs de production, de communication, d'harmonie et du rôle de la société civile. A noter qu'il n'est pas indispensable de tout réaliser en même temps.
- b) La survie dans le nouvel ordre mondial exige que le monde islamique soit en mesure de réaliser le développement durable humain et de le poursuivre sans relâche. En effet, la richesse véritable se traduit par l'émancipation de l'individu et son habilitation à produire un savoir fondé sur la créativité et la distinction culturelle, et ce, à un moment où les inquiétudes des pays islamiques ne font que croître devant la faiblesse de leur pouvoir concurrentiel, leurs craintes pour la langue arabe et les autres langues autochtones, et leurs soucis pour la culture de la famille musulmane face à un monde ouvert gouverné par des multinationales et des entités intercontinentales.

- c) L'enseignement en général, et l'enseignement supérieur et universitaire en particulier, demeurent la seule voie effective pour le développement durable des ressources humaines et leur perfectionnement. D'où l'importance que revêt l'élaboration de la présente Stratégie de développement de l'enseignement universitaire dans le monde islamique.

Ces circonstances et événements mondiaux appellent l'enseignement supérieur et universitaire du monde islamique à revoir ses objectifs, ses orientations et ses stratégies selon l'optique suivante :

- Veiller à son adaptation à l'environnement mondial et aux mutations technologiques et cognitives, ainsi qu'aux nouvelles formes de rapports humains avec les groupements et les communautés. Ceci devra nécessairement entraîner la révision de la méthodologie de planification et d'élaboration des stratégies afin de tirer profit des changements apportés dans le monde et de leurs diverses applications. Il convient de noter que ceci n'empêchera pas le monde islamique de conserver son référentiel culturel, civilisationnel et religieux ;
- Exploiter ces innovations tout en contribuant à leur développement en fonction du niveau des connaissances dans le milieu universitaire et des compétences en sciences pures et appliquées, tous domaines confondus, et en faisant abstraction de tout différentiel entre les sciences exactes, les sciences humaines et les autres sciences ;
- Renforcer la relation entre les programmes d'enseignement et de formation et les données socioéconomiques et culturelles de la vie en général, tant au présent qu'à l'avenir et en harmonie avec les exigences du développement durable de la société locale et mondiale.

4. L'enseignement universitaire dans l'héritage éducationnel islamique

Tout au long de sa longue histoire, le monde musulman a vu se dresser maints centres civilisationnels où des peuples d'origines diverses sont venus s'installer et se brasser. De façon générale, la civilisation islamique s'est distinguée par la protection qu'elle a toujours accordée aux valeurs et cultures indigènes et par sa préservation des ressources. A cela s'ajoute le souci de l'Etat à assurer les besoins primordiaux des peuples et des individus, la justice dans la distribution, la solidarité sociale et le respect de propriété foncière.

De nombreux siècles auparavant, des institutions éducatives et des établissements scolaires ont été fondés dans des centres et des mosquées du monde islamique grâce à un financement local sous forme de dons et de waqf. Ces institutions ont assumé un rôle scientifique notable et leur rayonnement s'est étendu partout dans le monde. Elles ont formé des savants dans tous les domaines du savoir. Il suffit de souligner que le Pape du Vatican Sylvestre II a reçu une partie de son éducation à l'Université Qarawiyine à Fès avant d'accéder au plus haut rang pontifical.

L'enseignement ne se confinait pas dans ces mosquées à la seule théologie, mais comprenait d'autres domaines du savoir tels les mathématiques, la philosophie, l'astronomie, la médecine, la géographie... L'ouverture de la civilisation islamique sur les civilisations perse, indienne, grecque et romaine a joué un rôle notable, en ce sens qu'elle a permis de forger des courants intellectuels dans bon nombre de domaines, notamment en matière de théologie, de créativité littéraire, d'originalité artistique, de découvertes scientifiques et

d'orientations philosophiques. C'est ainsi que la culture islamique est devenue une construction intégrée rayonnant tant en Orient qu'en Occident, et dans tous les pays islamiques. Le développement que ces établissements ont connu en a fait l'un des piliers de l'édification civilisationnelle humaine, qui s'est poursuivie avec la création d'autres institutions et établissements d'enseignement supérieur dans de nombreux pays islamiques depuis le 19^{ème} siècle.

Cet héritage éducationnel, culturel et civilisationnel, que nous venons d'aborder, constitue l'une des bases principales pour l'édification de l'avenir de l'enseignement supérieur dans le monde islamique ainsi qu'une référence essentielle pour la conception d'une stratégie fonctionnelle en la matière.

Deuxième partie

Les domaines :

Domaines institutionnels pour le développement de l'enseignement supérieur

Le développement de l'enseignement supérieur dans le monde islamique diffère d'un pays à l'autre. En effet, si dans certains pays il connaît un développement relatif, dans d'autres il reste limité. Outre quelques établissements originels dans des pays islamiques, de nombreux pays ont adopté des systèmes institutionnels semblables aux systèmes des pays occidentaux, qu'ils ont hérités de l'époque coloniale, ou découlant de relations de coopération, ou encore issus de relations contractuelles.

1. Développement de l'infrastructure de l'enseignement supérieur

Le premier constat qui se dégage de l'établissement universitaire dans les pays islamiques est qu'il s'agit d'un ensemble diversifié d'organismes engagés dans une dynamique où les fonctions essentielles sont liées à l'enseignement, à la formation et à la recherche. Dès leur création, ces établissements ont adopté un système qui se distingue par une autonomie relative dans ses structures et ses composantes, restreignant par là même leur action en matière de gestion, de gouvernance et de réglementations.

La majorité des pays islamiques ont suivi ce modèle, dès la mise en place des premiers établissements universitaires, tant originels que modernes. Cette orientation a été consacrée dans ces pays par le législateur après la seconde guerre mondiale. Il n'en reste pas moins que l'administration centrale de ces pays continuait à gérer et à contrôler l'appareil de l'enseignement supérieur, en particulier en ce qui concerne les directives générales portant sur la structure administrative de ces institutions, la nomination des diplômés nationaux, le financement, etc.

Durant les premières décades de leur création, les établissements d'enseignement supérieur des pays islamiques ont adopté le système des facultés, des départements et des instituts supérieurs spécialisés. Ce système se concilie avec le concept d'université en tant que cadre présentant, de façon exhaustive, toutes les connaissances et couvrant les sciences avancées, fruits du génie humain. Or bien que l'établissement universitaire veillait à la coordination des différents instituts opérant dans son cadre, il n'était pas rare de constater une dualité, voire un dédoublement dans la structure du système. En effet, si certains instituts supérieurs ou facultés adoptent le mode sélectif dans l'admission des étudiants, il est des facultés où l'admission est ouverte à tous les étudiants. Ces modèles institutionnels diffèrent cependant d'un pays à un autre.

Compte tenu, cependant, de l'évolution que connaissent aujourd'hui la présentation des sciences et la gestion des connaissances, il devient inévitable de mettre au point une stratégie

susceptible de perfectionner la structure institutionnelle de ces universités. Avec la place distinct qu'occupe désormais l'enseignement dans les sociétés modernes, cette stratégie répond à la nécessité de préserver la mission première incombant à l'enseignement supérieur, à savoir, l'éducation, la formation, le développement de la recherche, la prestation des services en faveur de la communauté ainsi que leur renforcement et leur expansion.

2. Indépendance de l'établissement universitaire

L'indépendance de l'enseignement supérieur constitue l'un des éléments clés autour desquels s'articulent les objectifs de ce secteur. Il n'y a pas d'établissement universitaire qui n'aspire à exercer ses fonctions dans un climat d'indépendance qui concorde avec des principes qui exigent le sérieux dans le traitement des connaissances scientifiques et la précision dans la formation. Cette indépendance renforce le rôle de l'enseignant universitaire et préserve les spécificités de sa profession, et ce, en conformité avec le rôle civilisationnel et historique des universités.

Il est donc indispensable que les universités du monde islamique consacrent cette orientation et la consolident sous forme d'autonomie administrative, financière et académique, qu'elle contrôle les conditions d'admission des étudiants et les formations qu'elle dispense, la qualité des diplômés et le produit scientifique, ainsi que le recrutement des enseignants et les contrats à établir avec les professeurs contractuels. Car l'objectif qui sous-tend ces facteurs est que l'université assume en toute indépendance ses instruments académique, administratif et financier et produise des lauréats à même de traiter efficacement la réalité sociale et économique de leurs pays respectifs. Ces facteurs réunis sont susceptibles d'instaurer les bases d'une concurrence positive entre les établissements universitaires et rehausser leur rendement et leurs performances.

Cette indépendance devra également, entre autres résultats escomptés, permettre la participation directe du corps enseignant à la construction, la gestion, le contrôle et l'orientation des structures académiques, de manière à servir efficacement les objectifs scientifiques de l'université. Cette démarche en vertu de laquelle les enseignants s'organisent eux-mêmes est une tradition qui a fait ses preuves dans des grandes universités de renommée historique. L'université gagne en crédibilité pour peu que des enseignants universitaires, à l'esprit large et rompus aux méthodes de formation et de recherche, s'impliquent dans la gestion de leurs départements et instituts.

3. L'administration universitaire

L'administration universitaire responsable de la gestion générale des établissements universitaires est l'un des facteurs clés de réussite dans la réalisation de leurs objectifs. Aussi la sélection des responsables doit-elle satisfaire à certains critères, notamment la compétence en matière d'administration, la clairvoyance pédagogique et la largeur d'esprit ; la direction doit être à même d'impulser l'action académique tout en introduisant des changements ou en s'y adaptant. Les recherches et les expériences modernes en la matière mettent l'accent sur l'importance des spécificités et des tendances personnelles des dirigeants universitaires. Il était donc essentiel, de l'avis de tous, de dépasser le modèle bureaucratique à sens juridico-législatif étroit pour le remplacer par un modèle audacieux et entreprenant, ouvert à l'opinion

des autres ainsi qu'à celle du milieu socioéconomique de l'université, lequel favorise la décentralisation dans la gestion institutionnelle aux fins d'améliorer la qualité de l'administration. Le mieux serait d'orienter les réformes structurelles vers la promotion des initiatives visant la libéralisation des procédures de passation de contrats avec les différents partenaires des secteurs public ou privé. Ceci permettra d'assouplir davantage les relations avec les administrations centrales tutélaires du secteur de l'enseignement.

C'est l'intérêt accordé à la qualité de la gestion de l'entreprise qui permettra de dégager l'université de la stagnation structurelle car dans certains cas, on se limite à suivre le modèle colonial hérité d'entreprise ou celui que l'on trouve encore dans certaines universités islamiques traditionnelles.

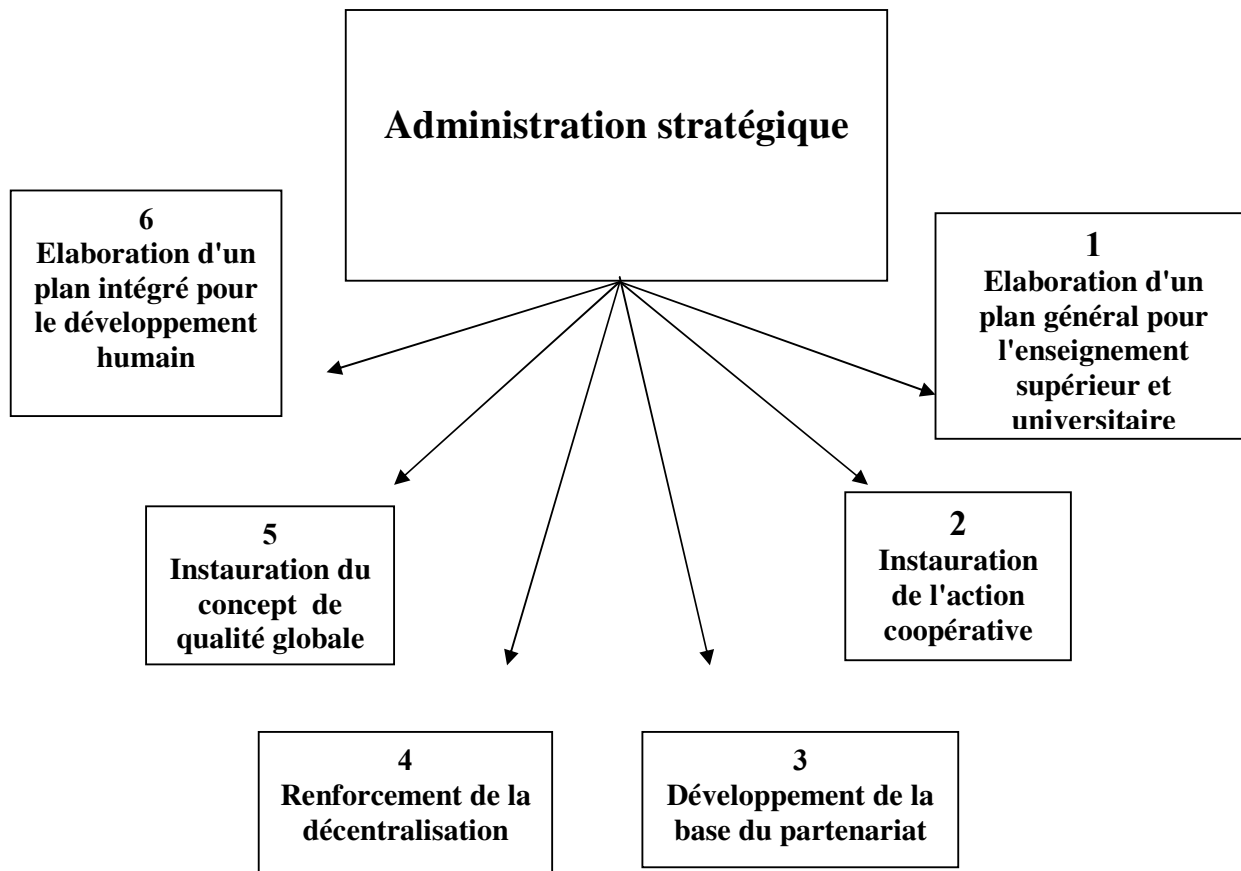
L'intérêt de la modernisation (ou de l'actualisation) de l'administration de l'enseignement supérieur et universitaire réside dans le fait que l'administration représente la locomotive qui détermine toute la trajectoire de modernisation des différents appareils d'enseignement et de formation, ainsi que leur qualité. Elle détermine également leur orientation, leur stratégie et leurs réalisations. Il est à noter, par ailleurs, que cette notion d'administration ne concerne pas uniquement les établissements d'enseignement tels que les universités, les facultés et les instituts supérieurs, mais aussi le ministère concerné et les différentes instances qui en relèvent.

Or si l'on considère que l'administration est liée, ne fût-ce qu'en partie, à la politique générale qui régit le système éducatif dans son ensemble et qui définit les fonctions, les rôles et les règlements, ainsi que toutes les questions de procédure, nous nous trouverons devant deux modèles. Le premier, que l'on peut qualifier d'administration traditionnelle, est appelé le **modèle exécutif** ; le second est connu comme le **modèle stratégique**.

L'administration qui adopte le modèle exécutif polarise toute son attention sur la prestation des services administratifs et éducatifs, la conduite des affaires quotidiennes, la solution des questions sur le terrain, et le traitement de certaines situations d'urgence. Elle se distingue par son peu de disposition au développement et à la modernisation, sauf dans les cas d'urgence.

Quand à l'administration qui adopte le modèle stratégique, elle dirige son attention vers la mise au point de plans généraux, la détermination des objectifs procéduraux, la construction de stratégies et leur mise en œuvre avec un maximum d'efficacité et au moindre coût. D'où l'importance de la planification stratégique pour ce modèle d'administration.

Le fonctionnement selon le modèle stratégique s'appuie sur six orientations générales, comme énoncé dans le graphique ci-après :



Orientations issues du modèle d'administration stratégique

Première orientation : Elaboration d'un plan général de l'enseignement supérieur et universitaire au niveau du Ministère

Le modèle stratégique procède à l'élaboration d'un plan national de l'enseignement supérieur et universitaire dans le cadre duquel sont inscrits tous les programmes et projets de développement. Ce plan doit veiller à la pertinence des projets de développement, leur coordination ainsi que leur interconnexion.

Deuxième orientation : Instauration de l'action coopérative entre les administrations, établissements et structures de l'enseignement supérieur et universitaire

L'instauration de l'action coopérative et le travail d'équipe entre les administrations et les établissements d'enseignement sont indispensables, dans le cadre de l'administration stratégique, compte tenu de l'interconnexion existant entre les programmes et les plans, bien que ces plans et programmes relèvent, sur le plan organique, de différents départements du ministère.

Troisième orientation : Développement et renforcement du partenariat avec les organisations et établissements gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi qu'avec les établissements de la société civile

Le principe de partenariat est essentiel au modèle stratégique. Ce principe englobe les parties prenantes, les institutions gouvernementales et non gouvernementales, les établissements de la société civile et les collectivités locales.

Quatrième orientation : Renforcement de la décentralisation en faveur des établissements d'enseignement supérieur et universitaire

Certains établissements de l'enseignement supérieur et universitaire dans le monde islamique ont enregistré quelques succès dans ce contexte. Cette orientation a été fortement encouragée, car si la centralisation était justifiée au début de l'indépendance dans bon nombre de pays islamiques pour la préservation de l'unité nationale, elle est devenue, avec le temps, un obstacle au développement, en ce sens qu'elle entrave la mobilité et freine l'initiative. L'innovation et le développement exigent désormais une grande marge de confiance en soi et de liberté de mouvement, tout en demeurant responsable devant la société.

Cinquième orientation : Instauration du concept de qualité globale de l'enseignement supérieur et universitaire dans le monde islamique

Il existe plus d'une raison pour proposer cette orientation, la plus importante étant probablement le fait que le développement total ou partiel d'un système d'enseignement doit être considéré dans une optique globale. D'où l'insistance sur l'aspect qualitatif. Soulignons que les organisations internationales concernées par l'éducation et l'enseignement préconisent l'adoption du facteur qualité pour l'amélioration du niveau des systèmes d'éducation et d'enseignement.

L'on constate, d'autre part, que les instances concernées par l'amélioration de la qualité de l'enseignement dans le monde islamique s'accordent, en général, sur l'importance que revêt le critère de qualité pour la réalisation de leurs objectifs de développement. C'est sur la définition de ce critère qu'ils ont peine à s'entendre. Or la définition du concept de qualité est une opération de prime importance, car c'est par son biais que seront définis les étapes et les processus ultérieurs, notamment la détermination des critères et des indicateurs, le choix des stratégies ainsi que l'adoption des procédures, des moyens et des techniques d'évaluation, etc.

Pour éviter tout risque dans la sélection d'une définition préfabriquée inconciliable avec l'enseignement supérieur et universitaire des pays islamiques, nous proposons que cette définition soit établie par les instances concernées en fonction des spécificités respectives de chaque pays. Elles sont plus à même de connaître le fond et la forme du système d'enseignement supérieur et universitaire qu'elles prévoient et du niveau qu'elles souhaitent attendre. Elles sont seules à connaître leurs propres ambitions et leurs capacités à les réaliser à la faveur des conditions locales, régionales et internationales. Nous recommandons une extrapolation de la définition de la qualité à travers un sondage d'opinions comprenant les catégories concernées par l'enseignement supérieur et universitaire œuvrant dans les établissements et les infrastructures concernés, de même que les catégories externes au ministère et aux établissements d'enseignement, tels les fonctionnaires des autres institutions gouvernementales et non gouvernementales, du marché de travail et des organismes de la société civile. Ceci permettra d'aboutir à une définition plus exhaustive du concept de qualité dans l'enseignement supérieur et universitaire et plus représentative de la société concernée.

Sixième orientation : Elaboration d'un plan intégré du développement des ressources humaines au niveau du ministère de l'enseignement supérieur

Nombreuses sont les études qui démontrent que la formation des ressources humaines se limite principalement aux enseignants et directeurs des établissements d'enseignement, excluant les fonctionnaires administratifs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du ministère. Ces études indiquent, en outre, que la formation ne prend pas en considération les dimensions institutionnelles relatives à chacune des administrations. Nous proposons, par conséquent, l'élaboration d'un plan de développement des ressources humaines basé sur un inventaire minutieux des besoins tant des fonctionnaires que des administrations, et susceptible d'assurer le professionnalisme et le développement institutionnel des administrations.

Il convient également de prendre en compte d'autres conditions et principes pour l'instauration d'une administration efficace tant au plan de l'appareil central qu'au niveau des établissements d'enseignement. Ces conditions et principes comprennent, notamment :

- La mise au point de systèmes informatiques dans toutes les institutions par le truchement d'unités spécialisées en la matière. Ceci permettra la prise de décisions étayées par des données véritables traduisant la situation réelle ;
- Le développement de tous les aspects de l'administration, à tous les niveaux d'un même département ou de l'appareil central, en ce sens que le développement ne peut aboutir s'il reste partiel ou limité à certains aspects ;
- L'instauration d'un système d'évaluation et de responsabilisation comprenant non seulement les individus mais aussi l'établissement ou la structure dans son ensemble.

4. Les demandes d'adhésion aux établissements universitaires

La majorité des établissements universitaires des pays islamiques ont connu un grand développement quantitatif dans les demandes d'admission des étudiants. Cet accroissement du nombre d'étudiant désireux de poursuivre les études supérieures a soulevé, à des degrés

divers, des problèmes complexes, entre autres, le surnombre, les capacités d'accueil des structures, la problématique des budgets que l'Etat consent à ce secteur.

Il est d'autant plus remarquable de constater que cette expansion et cet accroissement numérique sont de date relativement récente, puisqu'ils remontent aux trois dernières décennies seulement. Ce phénomène coïncide avec l'affluence sur l'université des étudiants scolarisés après les années 60 du siècle dernier. Il convient de souligner, cependant, le cachet de spontanéité et d'irrégularité qui a caractérisé cette augmentation dans le nombre des étudiants, qui se sont orientés à des spécialités théoriques au contenu généralisé. Et si l'on fait exception des études soumises à une sélection des demandes d'admission, on constatera que le développement des autres spécialités a conduit la plupart des étudiants à s'orienter vers des études professionnelles sans débouchés réels ou instables (tels l'enseignement, la fonction publique, etc.).

Ainsi, les pays islamiques doivent faire face aux défis suivants, qu'il faut relever :

L'accès et l'admission équitables à l'enseignement supérieur doivent être assujettis aux critères de compétence, d'aptitudes, d'application et d'assiduité. Le principe d'admission à cet enseignement à grande échelle doit être nécessairement régi par les capacités de chaque individu. Ceci permettra de préserver les objectifs de cet enseignement, à savoir, l'inculcation des connaissances précises et spécialisées, le développement des sciences et de la recherche, et la satisfaction des besoins de développement de la société dans tous leurs aspects.

L'expansion de l'enseignement supérieur dans les pays islamiques est tributaire de la croissance démographique continue de la population dont la tranche d'âge varie entre 18 et 24 ans. Elle dépend également du nombre d'étudiants sortant des lycées et se dirigeant directement à l'enseignement supérieur. Les orientations suivies par l'enseignement secondaire influent profondément sur cet accroissement. En effet, l'écart découlant de la très importante formation généralisée, dans l'enseignement secondaire, par opposition à la formation technique, a des conséquences négatives sur le domaine de formation que choisit l'étudiant. Le type de formation appliqué dans l'enseignement secondaire suscite chez l'étudiant une forme d'échappade en raison de son manque de diplômes spécialisés lui permettant d'affronter le marché du travail.

Pour éviter cette situation contradictoire, il convient de concevoir un plan prévoyant la réalisation des formations à court terme au niveau de l'enseignement secondaire, permettant ainsi aux détenteurs du baccalauréat d'accéder au marché du travail. Il sera également utile de mettre au point, en parallèle, un système rationnel permettant d'orienter les étudiants ayant les capacités requises pour accéder à l'enseignement supérieur.

5. Types d'enseignement universitaire et perspectives

Dans le monde contemporain, la diversification de l'enseignement supérieur et la multiplication des types d'enseignement sont des facteurs inévitables face aux défis qui se posent. D'autant que cette orientation apparaît comme un facteur efficient à même de répondre aux besoins sans cesse croissants des pays islamiques. De ce fait, la stratégie de la pluralité institutionnelle s'avère un moyen efficace pour ouvrir les structures traditionnelles de l'enseignement supérieur aux innovations et méthodes modernes d'enseignements et, partant,

de satisfaire convenablement aux exigences du milieu socioéconomique. La stratégie de la diversification peut prendre différentes formes, notamment :

- a) Les types universitaires ne peuvent rester l'apanage des établissements traditionnelles et des modèles de formations appliquant les connaissances et les sciences selon leurs classifications antiques. Il est donc incontournable que des changements internes soient apportés aux domaines intellectuels et académiques qu'elles dispensent. Ces changements peuvent se constituer sous forme de départements qui leur sont rattachés ou des instituts bénéficiant d'une certaine autonomie.
- b) Compte tenu des besoins renouvelés, il a été constaté que la formation de courte durée répond efficacement à l'expansion multidirectionnelle que le secteur connaît. Des instituts supérieurs indépendants ou relevant des universités peuvent assurer une formation dans diverses spécialités. Se caractérisant par la flexibilité, ces formations peuvent être modifiées en fonction des besoins. Elles seront néanmoins ouvertes sur le marché du travail et susceptibles de passer à des formations plus approfondies et spécialisées. Ces types de formations ont plusieurs avantages, notamment un coût adéquat, un rendement élevé grâce à une réduction du gaspillage habituel aux universités, et l'adaptation des diplômés aux exigences des métiers qu'ils ont choisis.

Autres avantages des formations courtes : la réduction de la pression et des demandes d'admission à l'université. Les données recueillies sur les pays islamiques qui ont expérimenté ce mode de formation indiquent que le nombre d'étudiants inscrits à ces instituts s'est accru dans d'importantes proportions.

- c) Développement et encadrement des établissements privés de l'enseignement supérieur :

La plupart des pays islamiques ont pris conscience de la nécessité d'organiser le secteur privé de l'enseignement supérieur, qui était naguère la propriété presque exclusive de l'Etat. C'est ainsi que, dès les années 80, les autorités publiques ont encouragé cet enseignement tout en œuvrant à sa promotion, faisant en sorte qu'il devienne l'un des pivots du projet de réforme escompté. Elles ont trouvé dans ce secteur un instrument de soutien à un moment où l'université était confrontée à des problèmes financiers. L'amélioration du cadre législatif et de la codification des établissements privés d'enseignement permettra à ces derniers de compléter les autres types de formation mais aussi de devenir un canal d'importation des technologies de pointe et de répondre aux besoins du milieu économique en matière de cadres et de main d'œuvre efficace.

Ces établissements privés sont sensés impulser la modernisation des méthodes de formation et faire acquérir aux étudiants de nouvelles compétences et connaissances.

- d) La quasi-totalité des études prospectives indiquent que la cadence des demandes pour l'enseignement supérieur continuera de croître au cours des années prochaines, voire même des prochaines décennies, et que le rythme accéléré des progrès technologiques contraindra l'individu à changer occasionnellement sa spécialisation, chose à laquelle les universités traditionnelles ne sauront s'y adapter. Au vu de ces données, l'on s'attend à ce que l'enseignement supérieur ouvre ses portes aux différentes catégories d'apprenants, qu'ils soient jeunes ou adultes, ainsi que pour les formations professionnelles en cours d'emploi. Les types d'institutions traditionnelles ne sont plus en mesure de répondre à tous ces défis. Désireux de côtoyer cette orientation, bon nombre de pays ont instauré

d'autres types de systèmes universitaires, ouverts et indépendants de l'université traditionnelle et jouissant de leur personnalité propre.

Il a été constaté, par ailleurs, que l'amélioration du rendement académique et scientifique de l'enseignement demeure tributaire de la réussite des expériences pilotes en matière de diversification des structures et des types d'enseignement supérieur, ainsi que de leur exploitation, leur diffusion et leur généralisation. Mais pour en tirer prioritairement et positivement un profit des innovations pédagogiques et des progrès technologiques et techniques, il sera nécessaire d'adopter ces derniers dans le cadre du respect du référentiel islamique et de la spécificité culturelle des communautés islamiques.

Parmi les types qu'il convient de promouvoir, citons celui de l'enseignement ouvert, qui se distingue par les caractéristiques suivantes :

- Etude dans un environnement éducatif souple où l'apprenant est libre de choisir les objectifs de ses études, de décider du temps et du lieu de sa formation, et de sélectionner le contenu, les méthodes et les moyens de son acquisition.
- Choix de la cadence appropriée d'enseignement (commencement, fin et rapidité).
- Sélection des encadrants.

Outre ce type d'enseignement, il est certain que l'enseignement à distance aura un avenir certain en général, car il est appelé à combler les lacunes et les insuffisances dont souffre l'université traditionnelle dans la satisfaction des différents besoins scientifiques.

En effet, après la période de développement des instituts dispensant des cours par correspondance sous forme d'imprimés, de nouvelles méthodes ont émergé utilisant les moyens de communication publics, tels la radio, la télévision, les cassettes audio et vidéo et l'Internet. Ce type d'enseignement se distingue par les caractéristiques suivantes :

- Réduction des dépenses consacrées à l'enseignement supérieur en raison de la pénurie des ressources financières ;
- Enseignement recourant à des instruments autres que le système d'enseignement traditionnel qui s'appuie sur la supervision directe de l'enseignant dans la salle des conférences ;
- Satisfaction des demandes de vastes catégories sociales pour l'enseignement supérieur et capacité de ce dernier à transmettre et diffuser le savoir à tous les citoyens désireux de l'acquérir ;
- Capacité de répondre aux besoins de toutes les couches sociales ;
- Satisfaction des désirs des catégories soucieuses de poursuivre leurs études et leur perfectionnement professionnel, en ce sens que l'étudiant peut combiner emploi et études, et s'inscrire à la formation au moment propice à sa propre situation professionnelle ;
- Développement du sens de la responsabilité dans l'autoformation chez l'étudiant ;

- Capacité de ce type d'enseignement à répondre simultanément aux besoins de la formation de base, du recyclage et de la formation des formateurs.

Le réseau international de l'Internet est devenu, dans ce même ordre d'idées, l'un des outils aptes à renforcer et à promouvoir le concept d'enseignement à distance, frayant par là même la voie à l'institution des universités virtuelles. La disponibilité d'un volume incommensurable d'informations a suscité l'usage intensifié de l'Internet et, partant, la réalisation des objectifs de ce type d'universités. L'Internet permet, dans ce contexte, de consulter le contenu des ouvrages et des références et de procéder immédiatement aux corrections, répondant ainsi aux besoins d'un très grand nombre d'apprenants, chacun selon son propre horaire d'études. L'Internet est devenue une encyclopédie scientifique et un instrument ouvert propre à expliciter les idées et les expériences. Il n'en reste pas moins qu'il faut être très vigilant, car beaucoup de ces informations peuvent être adultérées ou dénaturées.

L'enseignement à distance exige des cadres enseignants beaucoup plus compétents que ceux de l'enseignement traditionnel, en raison de la rigueur des programmes de formation et de sa disponibilité dans une communication à double sens permettant l'interaction entre l'enseignant et l'apprenant. Avec l'université virtuelle, la faculté virtuelle et la classe virtuelle, il y aura également lieu de considérer la promotion des bibliothèques numériques, l'utilisation du courrier électronique et l'institution de séminaires de discussion.

Il est indispensable que toute stratégie de développement des nouveaux types d'universités soit fondée sur les expériences connues en la matière. Elle doit œuvrer, en outre, au développement et au perfectionnement des modèles qui ont été amorcés dans les pays islamiques, notamment les universités suivantes :

- L'université islamique d'Azad en Iran,
- L'université ouverte d'Al-Quds en Palestine,
- L'université virtuelle syrienne,
- L'université virtuelle libanaise,
- L'institut supérieur pour l'éducation et la formation continue de Tunisie,
- L'université ouverte (Open University) de Londres,
- L'université ouverte de Libye,
- Le programme d'enseignement à distance de l'Université du Caire en Egypte,
- Projet d'université virtuelle marocaine à Agadir,
- Projet d'université islamique virtuelle mis au point par la Fédération des universités du monde islamique, en coopération avec l'Université islamique d'Azad, en République islamique d'Iran,
- Projet d'université mondiale virtuelle d'Al-Madina Al-Munawara (Médine).

6. Complémentarité et coopération entre les universités du monde islamique

La coopération entre les universités constitue l'une de leurs fonctions essentielles, compte tenu de la richesse de leur expérience et de leur savoir-faire, et du niveau des sciences et des connaissances qu'elles visent à acquérir, à développer ou à rechercher.

Le dialogue entre les universitaires, l'échange d'expériences et d'expertises, l'exploration et l'enrichissement des découvertes sont les bases sur lesquelles s'érige toute université animée par un esprit ouvert sur son milieu national, régional et international. L'analyse de l'expérience civilisationnel islamique peut sans peine comprendre comment la civilisation islamique s'est ouverte aux civilisations qui l'ont précédé, puisant dans leurs sources tout ce qui s'accorde avec les constantes de la religion islamique tout en apportant aux peuples du monde un capital civilisationnel qui a contribué à l'édification de la civilisation humaine.

Il convient, à cet égard, de consolider la place qu'occupent les organisations gouvernementales et non gouvernementales opérant dans ce domaine. Aussi les établissements de l'enseignement supérieur devront-ils, chacun à son niveau, mettre en place une structure ou un mécanisme approprié permettant de renforcer cette coopération bilatérale ou multilatérale à tous les niveaux.

Il est donc évident que la coopération entre les universités dans le monde islamique est une condition primordiale pour permettre à l'élite universitaire de ces pays de renforcer les relations entre eux et d'aboutir à un développement harmonieux et équilibré de la connaissance de pointe et des recherches scientifiques. Ce résultat peut être atteint grâce aux actions suivantes :

- La réalisation d'activités de coopération d'envergure, comportant un système de transfert des crédits des unités d'étude ;
- La reconnaissance mutuelle des études dans l'enseignement supérieur, ainsi que des degrés scientifiques et des diplômes ;
- Elaboration d'un programme permettant aux universités du monde islamique de tirer profit de leurs compétences conjointes ;
- Octroi du soutien aux projets d'innovation ou de réforme en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique en vue de rehausser le rendement des universités et les améliorer dans tous les domaines qui leur incombent, et d'intensifier les consultations de haut niveau pour la coordination des politiques pédagogiques ;
- Généralisation des expériences pilotes réussies en matière d'innovations structurelles et académiques de l'enseignement supérieur ;
- Echange des expériences fructueuses entre les universités du monde islamique et perfectionnement des réformes et des structures mises en place ;
- Liberté de déplacement des étudiants et d'accès aux établissements universitaires entre les pays islamiques ;

- Renforcement des projets visant l'institution de réseaux universitaires aux orientations et spécialités intégrées ou dans des domaines spécifiques, telles que les institutions des sciences médicales, de l'ingénierie, de la linguistique, etc.
- Echange des informations entre les universités des pays islamiques sous forme d'échanges de documents et de tenue de rencontres entre les responsables et les intellectuels ;
- Création d'un centre de traduction pour la traduction vers les langues nationales des pays islamiques des travaux de recherche achevés et des derniers progrès réalisés dans les diverses sciences.

7. Départements et chaires universitaires

La situation culturelle mondiale actuelle, marquée par la globalisation des orientations et des choix politiques, a entraîné la mise en place de réseaux de communication multidimensionnels entre les pays et les groupements régionaux. Ces réseaux ont conduit, à leur tour, à la création de centres d'excellence et de programmes régionaux de formation et de recherches, ainsi que l'organisation de réseaux méthodiques concernés par les problèmes de la recherche et de la formation universitaire.

Dans ce contexte, les chaires universitaires instituées par certaines organisations éducatives et culturelles internationales viennent affirmer l'intérêt que revêt l'enseignement et la recherche dans des matières spécialisés ayant une incidence particulière sur les domaines socioéconomique et de la connaissance.

Il sera utile, pour enrichir les activités des universités du monde islamique, d'encourager la création de départements d'études et de chaires destinés à l'enseignement et à la recherche sur des questions prioritaires intéressant les communautés islamiques, tels l'enseignement de la langue arabe, l'alphabétisation, l'enfance et la culture technologique.

La Fédération des universités du monde islamique peut assumer un rôle crucial dans la mise au point des projets de chaires universitaires, en consultation avec les universités membres de la Fédération, ainsi qu'avec leurs responsables universitaires. Ces chaires serviront de centres d'enseignement, de recherche scientifique, d'espaces de rayonnement ainsi que d'instruments permettant d'approfondir l'examen de certaines questions scientifiques. Il faut, par ailleurs, continuer à encourager la création de départements et de chaires pour les études islamiques dans les universités des pays non membres de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture. Ces projets sont d'une importance capitale, en ce sens qu'ils contribuent, d'une part au rayonnement de l'éducation, des sciences, de la culture et de la civilisation islamique et, d'autre part, à présenter l'Islam à ces communautés sous son image la plus véridique.

8. Bibliothèques et unités de documentation

L'organisation et le développement des moyens nécessaires à la collecte et la thésaurisation des connaissances s'inscrivent également parmi les fonctions et les objectifs de l'université. Les bibliothèques et les services de documentation sont des instruments indispensables pour atteindre ce but.

La masse documentaire d'une bibliothèque universitaire se constitue progressivement ; c'est un travail de longue haleine qui, au fur et à mesure de son accumulation, prend une forme qui ressemble à des couches superposées de connaissances scientifiques, culturelles et civilisationnelles. L'ensemble de cette documentation traduit la progression historique de l'université ainsi que les circonstances d'acquisition de la connaissance à travers les temps et les lieux, tant pour la Oumma que pour l'humanité tout entière. Les ensembles de connaissances qu'elle comporte constitue un capital culturel et cognitif, ainsi que le mémorial collectif des connaissances à travers les âges. Elle symbolise, en outre, la continuité du produit scientifique dont dispose le milieu universitaire.

Les établissements universitaires traditionnels font des bibliothèques l'une des principales composantes de leur structure académique. Elles s'associent à leurs activités scientifiques, leur fournissant les documents et les ouvrages de références, tout en étant enrichies en permanence par les dernières publications, ce qui leur permet de s'ouvrir au produit scientifique dans sa globalité.

Il est nécessaire d'impulser le domaine documentaire et faire en sorte qu'il soit au diapason des besoins renouvelés de ce secteur. Il convient, à cet effet, de réaliser ce qui suit :

- Œuvrer au développement continu des bibliothèques et des centres de documentation, devenus désormais un courant universel dans toutes les sociétés avancées ;
- Répondre à toutes les demandes scientifiques et académiques des étudiants, enseignants et chercheurs désireux d'enrichir leurs connaissances (ouvrages de référence, livres, périodiques scientifiques) ;
- Promouvoir la production et la diffusion des travaux de recherche et des sources patrimoniales ;
- Impliquer les universités du monde islamique dans le processus sans cesse croissant de la publication et de la diffusion qui atteint dans le monde des proportions inégalées dans l'histoire contemporaine.

Par ailleurs, l'accroissement disproportionné du volume des titres publiés dépasse les espaces qui leur sont réservés, de sorte qu'il est difficile de savoir tout ce qui est publié en matière d'ouvrages et de périodiques. Cette situation force les bibliothèques et les unités de documentation universitaires à considérer l'introduction de bibliothèques virtuelles ou numériques, en faisant appel à des moyens et des techniques en constante évolution (projet de bibliothèque virtuelle d'Al Madina Al-Munawara et la bibliothèque numérique du projet de l'Université islamique virtuelle).

Il est essentiel que la priorité soit accordée aux bibliothèques et centres de documentation universitaires dans le développement de leur capital scientifique. Ceci permettra aux universités de rester productives, de préserver la culture islamique et l'identité civilisationnelle, de participer à l'édification de la personnalité intellectuelle du musulman selon les fondements civilisationnels de la Oumma, à savoir, la religion, l'histoire, la langue et la culture et de garantir en même temps une ouverture sur le savoir humain. Les moyens effectifs suivants permettront d'atteindre ce but :

- Favoriser la création de réseaux incluant les centres de documentation relevant des universités du monde islamique et intensifier les échanges entre eux. Conjuguer les efforts visant la préservation et l'actualisation du capital encyclopédique qu'ils contiennent et sa mise à la disposition des étudiants, des chercheurs et de tous les intéressés.
- Faire des bibliothèques et des centres de documentation un pilier de la nouvelle dynamique intrinsèque à la société du savoir et de la communication, alliant ainsi entre les domaines bibliothécaire et culturel, ce dernier étant le diffuseur des nouvelles publications et des innovations scientifiques et technologiques, ainsi que l'animateur de l'activité culturelle.
- Promouvoir les échanges d'expérience entre les effectifs de la bibliothèque islamique en matière de gestion des unités de documentation et d'échanges d'informations (publications, travaux de recherche académique, microfiches, disques, cassettes, etc.).
- Mettre en place un réseau de banques de données sur les différentes connaissances académiques et scientifiques, à l'instar de ceux que les centres internationaux mettent à la disposition des chercheurs par le biais des communications spatiales.

Troisième partie

Problématiques

Problématiques de développement de l'enseignement universitaire dans les pays islamiques

1. La planification stratégique

1.1. Tout diagnostic de la situation actuelle de l'enseignement supérieur dans le monde islamique engendrera inévitablement quantité de questions qui influent sur son développement. Ces questions varient en fonction des pays, de la nature des problèmes auxquels ils sont confrontés, du niveau de leur développement économique et de leurs moyens matériels et humains.

La planification stratégique est l'une des questions clés, car elle joue un rôle central dans le développement des structures et des types d'enseignement supérieur. Il s'agit, en l'occurrence, d'un outil permettant de contrôler le processus d'enseignement, de relever son rendement et de conduire vers le meilleur. La planification stratégique aide, en outre, à affronter les problèmes immédiats, à déterminer les orientations et les démarches futures afin de surmonter les problèmes éventuels, et à réaliser les objectifs de développement dans les délais prévus. Cette planification peut être considérée comme une approche méthodologique et organique à l'amélioration des différents éléments du système d'enseignement, et ce, afin que ce dernier plus réponde plus efficacement aux besoins et spécificités, dans la mesure où ceux-ci sont conformes aux valeurs référentielles et civilisationnelles des communautés islamiques.

1.2 Les défis qui se posent à l'enseignement supérieur des pays islamiques peuvent être globalement énoncés comme suit :

- Le nombre croissant des étudiants et la pression de la demande sociale dans ces systèmes, en plus de la diversité permanente dans les spécialités, et la nécessité de maintenir l'excellence au niveau de la qualité en matière de formation et de rendement
- L'amélioration du niveau de l'enseignement et la qualité des programmes de recherche et leurs produits, en tenant compte de l'insuffisance des ressources financières consacrées à ce secteur
- L'intégration des diplômés au marché de l'emploi

1.3 L'approche stratégique en tant que philosophie et une méthode permettant de rationaliser les données, assorties d'une perspective procédurale constructive. Cette approche s'appuie sur une analyse constituée d'études initiales sous forme d'enquête complète ou de statistiques, associée à un diagnostic des entraves majeures, afin d'en trouver les solutions

possibles aux crises et les moyens de les mettre en œuvre. Parmi les avantages de cette approche, citons les suivants :

- Eviter les décisions non réfléchies.
- Déterminer efficacement et avec précision les objectifs et fixer les orientations spécifiques à chaque système institutionnel.
- Identifier et classer les priorités en fonction de leur urgence et leur importance.
- Œuvrer au développement de façon continu et constante et rompre l'inertie.
- Améliorer l'exploitation des ressources et réduire le gaspillage.
- Etablir des critères pour l'évaluation de l'avancement de la stratégie, tant au niveau du plan d'exécution et du calendrier de mise en œuvre que de la responsabilité des autorités d'exécution et de suivi.

Ainsi, la planification stratégique répond à la nécessité d'améliorer la structure universitaire dans les pays islamiques. Il s'agit d'une méthode nouvelle qui a fait ses preuves dans la gestion de la politique pédagogique dans bon nombre de pays industrialisés et développés. Elle reflète, en effet, la volonté des décideurs et des planificateurs, en ce sens qu'elle s'appuie sur la mobilisation des énergies créatrices de tous ceux qui sont concernés par la gestion du système d'enseignement supérieur et de la formation. Par ailleurs, le lien existant entre la planification stratégique et les centres décisionnels lui confère un rôle essentiel dans la formulation des orientations de base et la réalisation des objectifs de développement de l'université liés aux domaines culturels et socioéconomiques.

1.4 Le développement qualitatif des établissements universitaires des pays islamiques ne peut aboutir tant que l'administration demeure centralisée. De nombreux pays ont appliqué ce type étriqué de planification administrative pour la gestion du nombre et des promotions des étudiants afin de pouvoir contrôler à la fois les coûts et les fonctions.

La lourdeur de la centralisation administrative des ministères responsables freine très souvent les initiatives créatrices et empêchent les enseignants et chercheurs de déployer leurs talents et leurs efforts. Plus encore, la planification centralisée réduit les possibilités de création de nouveaux modèles institutionnels ainsi que la diversification des formations adaptées aux besoins socioéconomiques. Ce type de planification est susceptible de produire des modèles dispersés où toute orientation future fait défaut.

1.5 Dans plusieurs cas, on adopte des plans d'ordre très général, qui manquent de précision analytique, ce qui les rend peu efficaces. La planification stratégique, destinée à améliorer l'enseignement supérieur, doit apparaître comme une approche intégrée et complexe intégrant une analyse revêtant l'une des formes suivantes :

- a) Un aperçu prospectif de l'évolution de la situation actuelle fondé sur des probabilités codifiées et des méthodes scientifiques, combiné à un plan directionnel basé sur le redressement de ce qui existe déjà ;
- b) Des estimations basées sur des données quantités et des statistiques précises ;
- c) Des prévisions sous forme de scénarios ou des réflexions représentatives.

1.6 Pour être efficace, fonctionnelle, conforme aux attentes et proche des besoins et de la réalité, la planification stratégique doit inclure tous les facteurs pouvant influencer, directement ou indirectement, sur le système d'enseignement supérieur. Citons parmi ces facteurs, les données sur la population, l'évolution démographique, les pressions économiques et financières, les spécificités culturelles, les développements scientifiques et de la connaissance, les ambitions individuelles et collectives, etc. La stratégie doit remplir toutes ces conditions objectives pour être réalisable et permettre l'adoption de plans globaux plutôt que des plans partiels.

1.7 La planification est dans certains cas marquée par le cachet technique statistique, où l'on se contente d'effectuer des projections arithmétiques en y introduisant des modifications sur le nombre des bénéficiaires de la formation et leur répartition sur les secteurs de l'enseignement. Il est rare que ces plans abordent les stratégies de développement ou de perfectionnement, ces fonctions étant laissées aux responsables des directions pédagogiques et politiques. D'où l'utilité de veiller, d'une part, à l'interaction des experts et techniciens avec les grandes lignes des principes, objectifs et valeurs qu'on envisage de réaliser avec la participation des différents milieux socioéconomiques et, d'autre part, à la corrélation devant exister entre ces différents éléments.

1.8 La stratégie, que l'on doit construire et appliquer, n'est rien d'autre qu'un ensemble de principes et d'objectifs qu'il faut atteindre en vue de perfectionner le système d'enseignement supérieur. Or, ces principes et objectifs doivent répondre aux interrogations suivantes, entre autres : Jusqu'où peut-on élargir la base ? Quel est le niveau optimal d'admissions ? L'enseignement sera-t-il ouvert ou soumis à des conditions ? Quelles sont les spécificités de la formation ? Sera-t-elle académique, théorique ou de qualification ? Quelles sont les priorités de la recherche scientifique ? S'agit-il de recherches de base ou de recherches d'application ? etc.

Ces objectifs sont pris en considération pendant le processus d'exécution mais en évitant toute rigidité susceptible d'entraver les modifications qu'exigent les développements futurs. En d'autres termes, la stratégie apparaîtra comme un plan général situé entre les directives de la politique générale et les objectifs et programme du plan, lesquels sont plus détaillés et déterminés par leur calendrier et lieux d'exécution.

La décision politique joue rôle important, tant dans l'élaboration de la stratégie que dans sa mise en œuvre. Il est tout aussi important que cette stratégie évolue d'une ambition convoitée à une stratégie planifiée, puis mise en application. Mais pour y aboutir, il faut nécessairement s'appuyer sur des données et des informations précises concernant la situation réelle de l'enseignement supérieur après les avoir analysées quantitativement et qualitativement, car cette stratégie servira de base aux stratégies futures.

1.9 La planification stratégique du système universitaire doit tenir compte, dans les options qu'elle arrête, des circonstances historiques et civilisationnelles des communautés concernées ainsi que des facteurs éducatifs et non éducatifs.

La stratégie place l'établissement au cœur des réalités sociales et répond à l'objectif social, à savoir, celui de diffuser les sciences et de ses conséquences à la société. Ce faisant, elle se conforme au principe en vertu duquel elle doit répondre à la demande sociale en matière d'enseignement, celle-ci étant le pivot central de toute stratégie. Dans ce même ordre d'idées, il convient de considérer que l'accès à l'enseignement supérieur est un droit pour chaque étudiant porteur d'un diplôme de l'enseignement secondaire. Or si les plans

stratégiques répondent à la demande et au respect des principes et des valeurs relatives à l'égalité des chances, ils ne tiennent pas compte, en revanche, des aspects négatifs de cette procédure à court et à moyen terme. L'on constate, en effet, que le désir systématique dans beaucoup de pays des jeunes et de leurs parents d'assouvir l'ambition d'accéder à l'université a engendré une situation inextricable. Il est paradoxal, par ailleurs, de constater que nos pays, tout en éprouvant des difficultés à assurer l'enseignement fondamental pour les enfants, s'efforcent d'ouvrir les portes de l'enseignement supérieur et de supporter les frais exorbitants qui lui sont associés.

De nombreuses études et expériences ont souligné le contraste existant entre la demande sociale pour l'enseignement supérieur et la stratégie fondée sur les facteurs de coût, de rendement et de développement de la main d'œuvre qualifiée. Ces mêmes études démontrent qu'il sera plus fructueux d'adopter des stratégies où la formation est considérée comme un investissement rentable. Elles préconisent que l'enseignement supérieur soit orienté vers la satisfaction des besoins des secteurs économiques en matière de cadres et de main d'œuvre hautement qualifiés. De telles stratégies sont susceptibles, cependant, de rencontrer des obstacles en raison de l'absence des données statistiques permettant d'identifier les besoins futurs et de contrôler les prévisions socioéconomiques à court et à moyen terme. Cette situation exige la mise au point de techniques pour l'étude des relations avec les autres secteurs non éducatifs. Mais la fragilité du tissu économique de la plupart de ces pays, qui se distingue par un développement déséquilibré, ne permet pas la formulation d'une équation adéquate entre la formation et l'emploi. D'où l'excédent que l'on dénombre parmi les diplômés par rapport aux emplois disponibles, outre le fait que l'Etat ne dispose pas de diplômés professionnels à même de combler les besoins dans les différents secteurs, le contraignant ainsi à recourir à une main d'œuvre étrangère, en dépit du chômage que compte la main d'œuvre nationale, mais qui manque cependant de formation.

1.10 Une planification stratégique compatible avec la situation réelle des pays islamiques doit concilier entre la satisfaction des demandes de formation et la nécessité de qualifier la force ouvrière, tout en tenant compte des facteurs coûts et la rentabilité, indispensable pour le contrôle des ressources disponibles.

Il est tout aussi important d'intégrer la planification stratégique au programme de travail global, lequel comprend tous les constituants, les ressources financières et humaines, les produits et les projets académiques.

1.11 **Conditions de réussite de la planification stratégique**

Cette planification doit satisfaire, notamment, aux conditions suivantes :

- Nécessité de corriger continuellement les stratégies et veiller à leur conformité avec les exigences et besoins des types d'enseignement supérieur ;
- Elaboration de plans stratégiques selon un calendrier rigoureux et adaptable aux cas d'urgence et imprévus, tout en veillant à assurer le suivi et à mesurer le degré d'avancement ;
- Implication des acteurs et des experts dans la correction de la stratégie ;

- Développement de méthodes statistiques pour la collecte des informations et introduction des technologies nouvelles pour diagnostiquer l'état réel des types universitaires ;
- Etablissement de centres spécialisés d'études et de recherches stratégiques, en coopération avec les établissements universitaires et les organisations internationales ;
- Comparaison des expériences de pays islamiques ayant des conditions et situations similaires ;
- Création de canaux et de réseaux d'échange des expertises et des experts dans les domaines liés à l'établissement des stratégies ;
- Formation de cadres nationaux en matière de planification stratégique ainsi que la familiarisation des cadres supérieurs pédagogiques du savoir-faire nécessaire en la matière.

2. Financement et dépenses

Le financement de l'enseignement supérieur et universitaire représente l'un des problèmes pressants dans les pays islamiques, en particulier lorsqu'il s'agit de trouver des nouvelles sources de financement autres que celles assurées par l'Etat. Cette situation a été dictée par tout un ensemble de circonstances liées aux exigences du développement local et de la réalité contemporaine, tant régionale qu'internationale.

2.1 Circonstances sous-tendant la recherche de nouvelles sources de financement de l'enseignement supérieur et universitaire

Les raisons qui ont suscité la recherche des sources de financement dans les pays islamiques sont nombreuses. On en cite :

- **Hausse de la demande au niveau de l'enseignement supérieur**
- **Réduction des dépenses publiques relatives a l'enseignement supérieur**
- **Emigration des étudiants musulmans pour poursuivre leurs études dans les universités étrangères**

Ce phénomène constitue une lourde dépense que doivent supporter les pays arabes et islamiques.

2.2 Les sources potentielles de financement

a) Financement par le biais des investissements

Il existe dans les pays islamiques des institutions habilitées à faire appel aux investissements pour assurer leur autofinancement. Citons, parmi ces institutions :

a) L'université productive :

L'université productive se prévaut par ses nombreuses fonctions, dont l'enseignement payant, la recherche scientifique pure et appliquée, et les prestations de services, comprenant notamment la formation en cours d'emploi et les services de consultation.

La production est semblable à celle que l'on trouve dans certaines applications des facultés d'agronomie et de médecine vétérinaire.

b) La faculté communautaire :

Les facultés communautaires assurent un enseignement d'une durée de deux ans après le baccalauréat. Elles proposent des programmes d'enseignement et de formation en cours d'emploi en faveur des fonctionnaires qui n'ont pas eu l'opportunité d'accéder à l'enseignement supérieur. Ces facultés sont des établissements semi-lucratifs, en ce sens qu'une partie de leur budget provient du gouvernement, l'autre partie étant financé par les frais scolaires.

c) L'université ouverte :

L'université ouverte offre des programmes variés, notamment des programmes de formation spécifiques, des programmes d'études universitaires et des études supérieurs pour l'obtention du Master et du Doctorat. Pour son financement, elle s'appuie sur l'aide du gouvernement ainsi que sur les frais universitaires à la charge des étudiants.

d) L'enseignement supérieur privé :

Le financement des établissements privés d'enseignement supérieur dans les pays islamiques provient de sources diverses : les frais universitaires supportés par les étudiants et les subventions accordées par des institutions internationales telles la Banque mondiale et l'Agence internationale de développement.

L'on peut conclure, de ce qui précède, que les domaines d'investissement varient en fonction de la nature de la demande sociale. Ces domaines peuvent être résumés comme suit :

a) L'investissement

- Assurer un enseignement académique général ou technique. La prestation payée dans le secteur privé permet à l'étudiant de sélectionner la spécialité qu'il désire contre des frais qui couvriront les dépenses liées aux études, auxquelles s'ajoute un excédent limité de profit.

- La formation continue payée. Celle-ci constitue un domaine d'investissement dans certains organismes gouvernementaux ainsi que dans la majorité des établissements privés d'enseignement supérieur. A signaler que cette formation est en corrélation avec le développement et le marché du travail, ce qui se reflète positivement sur le rendement des entreprises économiques et départements administratifs où travaillent les stagiaires.

- Réalisation de recherches scientifiques payées : La recherche scientifique est l'un des domaines dans lesquels les établissements d'enseignement supérieur et universitaire peuvent investir en matière de recherche pure et appliquée ainsi que dans la recherche sur le terrain.

b) *La consultation et l'orientation*

- Il s'agit de fournir la consultation et l'orientation aux individus ou institutions qui le souhaitent. Ces prestations payées sont fournies par le biais de bureaux spécialisés dans les domaines de l'agriculture, de la médecine, de l'architecture et de l'éducation.

c) *Les sources islamiques de financement*

Le waqf et la zakate représentent les sources islamiques susceptibles d'être employées pour le financement de l'enseignement supérieur dans les pays islamiques.

- Le Waqf est l'une des sources de financement :

Le Waqf a joué, dans l'histoire islamique, un rôle de premier ordre dans le financement des grands projets, y compris en matière d'enseignement. L'on peut exploiter cette source, qui est l'un des piliers de l'Islam, et inciter les individus, les collectivités, les établissements financiers et économiques à contribuer au waqf en faveur de l'enseignement supérieur et universitaire.

- La Zakate :

Le Seigneur Omnipotent dit : « **Les Sadaqâts (aumônes) ne sont destinés que pour les pauvres, les indigents, ceux qui y travaillent, ceux dont les cœurs sont à gagner (à l'Islam), l'affranchissement des jugs, ceux qui sont lourdement endettés, dans le sentier d'Allah, et pour le voyageur (en détresse). C'est un décret d'Allah! Et Allah est Omniscient et Sage** » (At-Tawba (le Repentir), 60). Les exégètes estiment que l'expression *dans le sentier d'Allah* figurant dans ce verset peut être interprétée éventuellement comme la réalisation de projets caritatifs et sociaux à l'intention des musulmans. Or l'éducation et l'enseignement s'inscrivent dans le cadre des œuvres réalisés dans le sentier d'Allah. Vue sous cet angle, la Zakate devient l'une des sources de financement de l'enseignement supérieur dans les pays islamiques.

d) *Le financement en partenariat*

Le partenariat peut prendre plusieurs formes, notamment :

- Création de sociétés d'investissement avec la participation d'établissements de l'enseignement supérieur et universitaire et des institutions socioéconomiques œuvrant dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie ;

- Elaboration d'un programme de formation en cours d'emploi, mis en œuvre des établissements de l'enseignement supérieur et universitaire en faveur des fonctionnaires des différents secteurs de la production, des services et de l'administration.

- Mise en place de conseils de consultation conjointement entre les établissements de l'enseignement supérieur et les entreprises industrielles et commerciales.

3. Evaluation de la performance

3.1 Le développement des types d'enseignement supérieur doit s'appuyer sur des mécanismes d'évaluation permanente afin de déterminer leur niveau scientifique et de mesurer le rendement des établissements d'enseignement.

3.2 L'évaluation du rendement des établissements universitaires s'impose désormais comme une nécessité afin de contrôler la rentabilité et l'efficacité attendues de l'université. Le contrôle et la rationalisation des ressources qui leur sont consacrées constituent un moyen idéal pour redresser les performances des établissements d'enseignement et améliorer le rendement. Ils permettent également de mettre au point les plans stratégiques et les programmes nécessaires pour la prise des décisions appropriées. Dans la pratique, le processus d'évaluation s'effectue en plusieurs étapes, en particulier celle d'identifier les domaines de performance, calculer les données relatives aux résultats de la formation, de la gestion et de la recherche scientifique et tirer les conclusions pour les comparer aux indicateurs et critères. Dans une troisième étape on formule des propositions concernant les réformes et changements à apporter pour répondre aux besoins de perfectionnement et d'innovation.

3.3 Parmi les données qui émergent actuellement et qui caractérisent le rendement de la plupart des pays islamiques, citons celles relatives à l'affluence en nombre croissant des étudiants à l'enseignement supérieur ainsi que la pénurie des moyens nécessaires à la satisfaire. Cette situation s'est soldée par le recul constant du rendement intérieur, qui se traduit par le gaspillage et le taux d'échecs relativement élevé des étudiants dans leurs études. Les statistiques dont nous disposons démontrent les taux élevés de redoublement pendant la formation ou l'arrêt précoce des études, fait significatif surtout dans les établissements universitaires avec admission ouverte. Il convient de noter que ce phénomène a tendance à se réduire pour peu que le système sélectif d'admission des étudiants soit appliqué.

3.4 L'absence d'un service permettant d'orienter les étudiants désireux d'accéder à l'enseignement supérieur est l'une des raisons qui expliquent l'étiologie du rendement de certains établissements universitaires des pays islamiques. Une telle situation est susceptible de susciter l'indétermination des étudiants dans le choix de leurs spécialités. Si l'on ajoute à cela l'écart structurel existant entre les enseignements secondaire et supérieur au niveau du contenu des études et des méthodes pédagogiques, on comprend l'intérêt que revêt la mise au point de mesures habilitant l'étudiant à accéder à l'enseignement supérieur.

3.5 La performance doit être évaluée selon des indicateurs généraux permettant de juger du niveau de l'enseignement supérieur dans les pays islamiques. Les indicateurs suivants sont parmi les plus importants :

- Indicateur du niveau de la formation comparée aux critères internationaux adoptés en la matière ;
- La compétence des diplômés compte tenu des connaissances scientifiques et de qualifications que la spécialisation exige ;
- Compatibilité des diplômés avec les besoins du marché de l'emploi ;

- Contribution au développement des sciences et des connaissances par le biais de travaux de recherche scientifique qui interviennent de manière fructueuse dans le produit scientifique de l'humanité ;
- Volume des publications scientifiques, des travaux de recherche et des périodes dans le domaine des sciences pures ;
- Le rayonnement cognitif et technologique au niveau national et régional ;
- Participation tangible au développement social en apportant aux attentes de la communauté le progrès et la modernisation escomptés et en contribuant à la solution des problèmes sociaux (santé, développement culturel, etc.).
- Contribution au développement économique grâce à l'amélioration des capacités productive de la force ouvrière à tous les niveaux ;
- Mise en place de mécanisme d'évaluation du niveau de formation des chercheurs des diplômés des établissements supérieurs.

3.6 L'évaluation de la performance est essentielle pour la gestion de la stratégie de développement des établissements universitaires, en commençant tout d'abord par la mesure du niveau habituel de fonctionnement de l'établissement, puis le suivi des plans de développement, avant de tirer les conclusions finales du rendement global relatif au type d'enseignement concerné. Mais, dans ce contexte, les dimensions que prend l'évaluation diffèrent d'un aspect à l'autre, comme illustré ci-après :

- Evaluation de l'efficacité des méthodes et programmes de formation, des résultats de l'enseignement, des styles d'acquisition et de leur compatibilité avec les besoins de l'étudiant ;
- Mesure de la rentabilité des techniques pédagogiques utilisées par l'enseignant, ainsi que l'efficacité des méthodes pédagogiques, comparées quantitativement et qualitativement à la situation réelle de l'encadrement pédagogique ;
- Influence des formes de structure administrative et ses types de gestion sur la rentabilité générale (gestion des ressources financières, relation des types de gestion à la rentabilité, rôle de la centralisation ou la décentralisation, autonomie de l'établissement ou sa dépendance administrative, rôle de la gestion verticale totalitaire et de la gestion démocratique fondée sur la participation des composantes de la formation, etc.).

3.7 Des instances nationales spécialisées doivent être nécessairement mises en place pour l'évaluation des performances des établissements et assurer le suivi de leurs réalisations si l'on veut instaurer dans les pays islamiques la culture de l'évaluation de la gestion des établissements universitaires. Ces instances devront, par ailleurs, diffuser leurs rapports d'évaluation. Il serait utile que ces instances soient impliquées dans tout projet visant le développement et le perfectionnement des établissements.

Le degré d'utilisation des systèmes d'évaluation et de suivi représente, en soi, un important indicateur sur la capacité de développement du système institutionnelle.

4. Les questions académiques et la problématique de la qualité

4.1 Compte tenu de l'importance prépondérante que revêt l'établissement universitaire, le législateur a été amené à lui confier des fonctions stratégiques visant le développement de la société. En effet, le contenu de la formation universitaire reflète la diversité des types de culture et de sciences et leur profondeur, et que l'enseignement et la recherche s'attellent à enrichir et à les rehausser au plus haut niveau. Depuis sa conception, à l'apogée de la civilisation islamique et son évolution pour devenir l'université contemporaine, en passant par les différentes époques historiques, notamment la renaissance européenne et la révolution industrielle, la progression de l'établissement universitaire a toujours été déterminée par son ouverture et son accès à toutes les formes du savoir. C'est ainsi que l'établissement universitaire continue à se fonder sur le principe de l'unicité du savoir, de la recherche rationnelle et l'universalité des méthodes d'exploration et d'enquête.

L'examen de la situation actuelle des pays islamiques, telle qu'elle se dégage des rapports et études y afférents, que les programmes d'enseignement - bien qu'ils diffèrent d'un pays à l'autre - se caractérisent dans leur ensemble par un grand nombre de lacunes, dont en particulier :

- Le caractère traditionnel, qui se caractérise par le décalage existant entre le discours déclaré et la vie universitaire réelle telle qu'elle est vécue par les étudiants, tant dans l'espace universitaire que dans les salles de classe.
- Incapacité des programmes à assimiler la technologie, la révolution de la communication et les moyens gigantesque mis en œuvre pour assurer son développement et la qualité de son produit, ce qui influe négativement sur l'aptitude des diplômés à s'adapter aux conditions réelles du lieu de travail.
- Les programmes dans beaucoup de pays islamiques sont totalement ou partiellement importés. Partant, ils ne prennent pas en considération les circonstances environnementales locales et leurs exigences, entraînant de ce fait les conséquences suivantes :
 - Emergence du phénomène d'expatriation qui contribue à l'exode des cerveaux vers les pays avancés ;
 - Dans les pays islamiques, la plupart des systèmes d'enseignement supérieur et universitaire sont axés sur les sciences humaines au détriment des sciences et de la technologie, ce qui est incompatible avec les besoins du marché du travail et provoque un accroissement du taux de chômage parmi les diplômés de l'enseignement supérieur et universitaire.
- La plupart des programmes mettent l'accent sur le stockage et la récupération de la connaissance plutôt que sur les aptitudes d'analyse, de composition, de conception, d'extrapolation et d'investigation nécessaires au développement de l'esprit critique, responsable et téméraire chez l'étudiant, au renforcement de sa confiance en soi. Ce problème soulève des défis réels quant aux méthodes d'enseignement.

- Il ne fait pas de doute que la majorité des établissements d'enseignement supérieur et universitaire du monde islamique disposent d'ordinateurs et d'équipements technologiques sophistiqués. Mais c'est au niveau de l'optimisation de leur utilisation dans les classes, les laboratoires et les ateliers que le problème se pose, car il s'agit d'accroître les compétences, comme indiqué précédemment dans les objectifs de l'enseignement supérieur et universitaire.

Le développement de l'enseignement supérieur et universitaire requiert nécessairement le développement de programmes d'études et de formation selon les orientations suivantes :

- Formation d'un esprit pouvant concevoir des idées susceptibles de résoudre les problèmes, approfondir la connaissance et supporter la compétitivité légitime. Pour y aboutir, il faut commencer par renforcer la confiance en soi, acquérir les connaissances et reconnaître la diversité de l'intelligence. Il faut, en outre, confectionner des programmes interdisciplinaires permettant de réaliser la complémentarité entre l'ingénieur, le chercheur et l'enseignant ;
- Accorder une attention accrue aux études sociales qui "combinent" la technologie, l'économie, l'environnement et les sciences et où l'étudiant s'avèrera socialement plus efficient ;
- Mettre au point des programmes qui s'appuient sur les études prospectives et les demandes du milieu local et de l'environnement mondial en matière de sciences pures et appliquées ;
- Assurer un enseignement fondé sur la participation des étudiants et leur répartition en groupes de recherche sur les usines et les laboratoires, et impliquer les plus doués à aider les autres. Utiliser, en outre, les méthodes d'enseignement interactif et coopératif à même d'impulser leurs énergies, leur détermination et leurs talents.
- Utiliser les moyens technologiques et les moyens techniques dégagés par la révolution de la communication en vue d'atteindre les objectifs généraux et spécifiques fixés pour l'enseignement supérieur et universitaire.

4.2 L'accroissement de la demande pour l'enseignement supérieur a conduit les pays islamiques, de façon générale, à donner la priorité aux services les plus utiles (tels l'organisation des cours et la disponibilité des places), n'accordant que peu d'intérêt à l'amélioration et au développement du contenu de la formation, restant à la traîne de l'avance enregistrée dans ce domaine par l'insuffisance des éléments apportés par ces pays au contenu des programmes en matière de science et de technologie.

4.3 Il convient de signaler que l'organisation universitaire se distingue, de façon générale, par une structure non hétérogène tant sur le plan hiérarchique que pyramidal. C'est une organisation qui prend la forme d'un réseau d'institutions réparties sur des secteurs et des domaines scientifiques ayant des objectifs diversifiés de formation. La hiérarchie entre les institutions est basée sur la valeur virtuelle qui lui est attribuée. A l'exception de la technologie, de l'ingénierie et des sciences médicales, les contenus de la formation se composent de matières générales qui s'insèrent dans le cadre de la connaissance traditionnelle encyclopédique, dispensées sous forme de conférences, de travaux pratiques ou de travaux dirigés. C'est ce type conservateur qui prévaut dans la majorité des établissements.

4.4 Les pays islamiques doivent inévitablement rechercher des substituts afin de dépasser la stagnation que connaissent les contenus des cursus dans certaines spécialités en y apportant, pour ce faire, des réformes au niveau des structures responsables des formations ainsi que des contenus.

L'enseignement supérieur dans les pays islamiques doit inéluctablement s'écarter des types d'enseignement fondés sur les programmes unifiés ou obligatoires imposés à tous les étudiants dans la même spécialité, programmes qui sont suivis toute l'année universitaire et sanctionnés par un examen annuel général. Car en dépit de la simplicité d'application de ce type d'enseignement, de sa compatibilité avec le plus grand nombre d'étudiants et de son adaptation à la pénurie des ressources financières, il ne permet pas le développement des cursus et programmes d'études, pas plus qu'il ne contribue au perfectionnement des aptitudes et des compétences individuelles.

4.5 Toutes les études modernes ont démontré la pertinence et l'efficacité des différents systèmes académiques flexibles et adaptables aux objectifs et particularités des matières d'études. Citons, parmi ceux-ci, notamment :

- Le système fondé sur la répartition de l'année universitaire en période d'études autonomes ;
- Le système des cycles en vigueur pour les études techniques spécialisées et dans lequel l'étudiant requiert une orientation permanente ;
- Le système d'heures d'études fondé sur le cumul des unités de crédit comptabilisées au fur et à mesure de l'avancement de l'étudiant. L'addition de ces crédits permet à l'étudiant d'obtenir un degré universitaire.

Ces types peuvent se compléter dans le cadre d'un système homogène et déboucher sur un cycle d'étude sous forme de cursus, obligatoires ou facultatifs en fonction du niveau scientifique de l'étudiant. Les cursus doivent, à leur tour, faire l'objet d'une révision et d'un perfectionnement permanents afin qu'ils soient continuellement au diapason des derniers progrès scientifiques, et ce, dans le respect des spécificités et des référentiels islamiques.

4.6 Le courant de modernisation évolue actuellement vers l'indépendance pédagogique des instituts, facultés et départements, et l'adoption d'unités d'études qui soient scientifiquement solides mais pouvant passer d'une spécialité à l'autre, selon le processus didactique propre à l'étudiant. Car il importe surtout de préserver l'intégrité de tous les cursus relatifs à un domaine particulier, rassemblés sous une forme institutionnelle globale, ainsi que les cursus des spécialités ou les cursus généraux, d'une part, et les cursus portant sur l'identité culturelle nationale et religieuse, d'autre part.

4.7 A la lumière de ces éléments, il convient de souligner les conclusions suivantes :

- Les pays islamiques doivent suivre une politique dynamique pour le développement des domaines académiques, en raison du lien organique qui relie ce domaine aux objectifs scientifiques et d'enseignement et aux objectifs sociaux que l'université vise à atteindre ;

- Nécessité pour l'université de conserver le mode global de formation, à savoir, celui de conserver la dualité entre les spécialités concernées et le académique, mettant tout en œuvre, cependant, pour se rapprocher des réalités sur le terrain qui se rapportent au rôle actif et objectif que l'université doit assumer dans la société ;

Mettre l'accent sur le mode global fondé sur la cohésion et les échanges scientifiques en matière de politique académique, en ce sens que ce mode comporte des aspects positifs qui se reflètent sur l'ensemble des activités universitaires, ainsi que sur les études scientifiques et technologiques théoriques et appliquées.

4.8 Le contenu de la formation au service de la culture islamique

Etant un élément essentiel à l'édification civilisationnelle et culturelle de la Oumma islamique, l'enseignement supérieur doit être caractérisé par le sérieux, l'action et une vision islamique consciente. Aussi les programmes dispensés dans ce contexte doivent-ils être ouverts sur toutes les composantes de la société ainsi que sur les courants scientifiques et intellectuels nécessaires au développement de la personnalité de l'étudiant, dans ses dimensions intellectuelles et spirituelles, et ce, selon la conception islamique de la culture et de la vie.

L'université doit donc sortir de son figement académique et s'engager dans un dialogue et un débat destinés à mettre en lumière la personnalité véritable de la culture islamique et redresser l'image préjudiciable à l'Islam et aux musulmans, et renforcer la culture de la justice et de la paix. Ce débat doit aussi se pencher sur les problèmes que soulèvent les conjonctures actuelles et la position de l'Islam en la matière.

4.9 La qualité dans l'enseignement universitaire

Le développement de l'enseignement supérieur et universitaire et des institutions qui le dispensent passent nécessairement par la concrétisation du critère de qualité pour toutes ses composantes. Ce critère de qualité s'applique également, sur le plan de l'analyse systémique, au fonctionnement ainsi qu'à l'apport et au rendement. La gestion de la qualité doit répondre à un certain nombre de conditions, notamment :

- L'engagement de tous les acteurs de l'enseignement supérieur, tant de l'intérieur que de l'extérieur, à adhérer au système de gestion intégrée de la qualité, étant pleinement conscients quant à la pertinence de ce choix ;
- Mise en place d'un leadership fort et efficace, en application du principe "moins d'administration et plus de leadership". Le leadership est, dans ce sens, celui qui incite tous les adhérents à la créativité dans un système permettant, grâce à la qualité, d'atteindre les objectifs qui lui sont assignés et, au chef, d'être au service de ses "clients". Aussi est-il indispensable, pour ce chef, de disposer des atouts suivants :
 - Vision claire et lucide du système de gestion intégrée de la qualité ;
 - Capacité de communiquer aisément avec les autres ;
 - Capacité d'achever la planification permettant de réaliser le critère de qualité globale selon le calendrier prévu ;

- Capacité de diriger l'innovation au sein de l'établissement ;
- Capacité de faciliter les opérations d'innovation planifiées dans ce contexte ;
- Capacité de mettre au point des mécanismes appropriés pour accompagner le succès, le suivre et l'évaluer ;
- Capacité de former des équipes efficaces de travail pour instaurer le système de qualité globale ;
- Formation des cadres universitaires pour assumer les rôles qui leur incombent, prendre la décision appropriée et y participer, tout en œuvrant en conformité avec les valeurs et les orientations y afférentes ;
- Octroi de la priorité aux besoins et souhaits des étudiants dans la détermination des objectifs, élaboration des stratégies et fixation des rôles ;
- Réalisation des étapes de gestion de la qualité sans précipitation, et ce, en raison de la ramification et de l'imbrication des opérations et des champs d'action ;
- Analyse permanente des réalisations des acteurs, avec évaluation de leurs performances et des résultats de leurs interventions ;
- Utilisation d'une matrice pour déterminer les niveaux de qualité atteints et apporter des modifications, le cas échéant.

Il serait utile, sans entrer dans les détails techniques, de présenter ci-après un résumé d'un plan pratique de gestion intégrée de la qualité, tiré d'un guide de gestion intégrée de la qualité pour l'enseignement supérieur dans le monde arabe, étant entendu que ce plan ne représente qu'un modèle parmi d'autres.

Ce plan se compose de quatre éléments, à savoir :

- Préparation au travail selon la gestion intégrée de la qualité.
- Elaboration du plan.
- Réalisation sur le terrain.
- Evaluation.

a) Préparation au travail selon la gestion intégrée de la qualité :

La préparation implique plusieurs aspects, dont en particulier :

- La diffusion de la culture de la qualité parmi tous les acteurs internes de l'établissement et les intervenants extérieurs, dans le sens que la qualité est un mode de vie de l'établissement ainsi qu'un effort continue de perfectionnement. On peut diffuser cette culture à travers différents moyens, notamment les visites à des institutions appliquant le critère de qualité globale, l'invitation d'experts en la matière et des forums de discussion.

- L'engagement des parties prenantes à adhérer pleinement au projet de gestion intégrée de la qualité au sein de l'établissement, étant convaincues de son utilité tant pour l'établissement que pour ses fonctionnaires.

- La sensibilisation au fait que la gestion intégrée de la qualité s'adresse généralement aux prestations de l'établissement et non aux opérations didactiques où l'on emploie le système de gestion de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.

b) Préparation à la gestion intégrée de la qualité :

Cette étape requiert une connaissance des techniques concernées et nécessite une expérience sur le terrain. Elle comporte les opérations suivantes :

- **La planification stratégique**, où il faut déterminer un certain nombre de facteurs, notamment :
 - Détermination des objectifs généraux à atteindre par le biais de la gestion intégrée de la qualité et les objectifs progressifs ;
 - Mise en place d'une instance supérieure pour superviser la réalisation de la qualité globale ;
 - Identification des indicateurs du succès et les indices appropriés à chacun d'eux ;
 - Etablissement d'une base de données ;
 - Détermination des sources de financement ;
- **Détermination des domaines que seront couverts par la gestion intégrée de la qualité**, notamment :
 - Facteurs du processus d'enseignement et d'apprentissage : étudiants, enseignants, manuels ;
 - Programmes d'enseignement et de formation ;
 - Méthodes d'enseignement ;
 - Espaces d'apprentissage : salles de classes, laboratoires, ateliers, bibliothèques et centres informations ;
 - Système d'évaluation.
- **Détermination des étapes d'application**, celles-ci étant définies selon la planification stratégique adoptée, les domaines couverts par la gestion intégrée de la qualité et les prédispositions de l'établissement au changement. Ces étapes sont illustrées par les exemples suivants :
 - Prise de décision concernant la gestion intégrée de la qualité dans l'établissement ;
 - Formation d'une équipe de direction ;
 - Réalisation d'une étude portant sur les besoins de la gestion intégrée de la qualité ;

- Identification de la "clientèle" et détermination de leurs besoins ;
- Définition des domaines d'application ;
- Détermination des rôles et des responsabilités ;
- Mise en place d'un programme de formation des intervenants dans la gestion intégrée de la qualité ;
- Etablissement des aspects organiques.

c) Etapes de mise en œuvre :

Il s'agit de la réalisation des étapes mises au point, en veillant à l'instauration d'un esprit participatif donnant droit à l'initiative et à l'expérimentation, ainsi qu'au suivi et à l'introduction des modifications nécessaires.

d) Evaluation :

La gestion intégrée de la qualité emploie les modes suivants d'évaluation :

- Evaluation diagnostique de la situation actuelle préalablement à la mise en application de la gestion intégrée de la qualité ;
- Evaluation préalable à la planification stratégique et des étapes prévues ;
- Evaluation en cours d'exécution ;
- Evaluation postérieure ou finale.

5. Corps enseignant et pédagogie universitaire

5.1 Le corps enseignant un rôle primordial dans le développement de l'enseignement universitaire. Ils constituaient naguère les piliers de l'enseignement dans l'université moderne ou traditionnelle (mosquée), car ils oeuvraient à la production de la connaissance et sa diffusion par tous les moyens.

5.2 Le développement accéléré que connaît l'université moderne dans tous les pays islamiques a conduit à la multiplication du nombre d'enseignants et d'encadrants. En outre, la diversité des structures et les mutations enregistrées dans les orientations scientifiques et culturelles ont assigné à l'enseignant des fonctions renouvelables. Désormais, il doit assurer, dans les activités de formation, l'équilibre entre l'enseignement théorique général et la formation professionnelle et la recherche scientifique. La multiplication des professions et des types d'entreprises a amené, dans les sociétés islamiques, des changements dans la mission de l'enseignant ainsi que dans les fonctions qu'il exerce. C'est ainsi qu'il est passé de simple agent chargé de transmettre les connaissances de base à celui de contribuer à l'insertion sociale de l'étudiant et le rapprocher de la pratique professionnelle.

Par ailleurs, l'enseignant n'est plus l'unique source de connaissances, puisque les sources se sont diversifiées et rivalisent désormais avec l'enseignant sur le plan des modes et

des méthodes de communication. C'est ainsi que les milieux universitaires ressentent progressivement le besoin d'examiner l'indicateur d'efficacité et de rentabilité de l'enseignant par rapport aux résultats de l'enseignement et du degré de satisfaction des étudiants.

Il n'empêche que le corps enseignant constitue l'une des composantes les plus importantes de tout système éducatif, à chacun des cycles de l'enseignement. Il demeure le mieux à même de contrôler la qualité du produit. Aussi le niveau des membres du corps enseignant et les conditions dans lesquelles ils exercent leurs fonctions sont-ils des variables qui déterminent leurs compétences et le niveau de qualité des missions qui leur sont assignées, à savoir, l'enseignement et la supervision des thèses des étudiants et le service de la société.

Cependant, la littérature et les recherches entreprises débouchent sur le constat que le niveau général du corps enseignant dans plusieurs pays islamiques et les conditions dans lesquelles ils exercent soulèvent quantité de questions, notamment :

- Les conditions générales de l'enseignement supérieur et universitaire sont peu encourageantes dans la plupart des pays islamiques. A souligner, entre autres, le peu d'estime accordée à la science et aux scientifiques dans certaines communautés, la détérioration de la situation sociale et politique, et le manque d'opportunités académiques et éducationnelles.

- Bon nombre des membres du corps enseignant n'ont pas bénéficié adéquatement du développement démesuré des technologies de l'information et de la communication dans l'exercice de leurs fonctions dans les facultés et instituts supérieurs. D'où leur manque de motivation à améliorer les méthodes et styles d'enseignement.

5.3 Dans bon nombre d'établissement universitaire, il existe une crise de communication entre l'enseignant et l'étudiant due au fait que l'université continue de suivre le modèle traditionnel vertical d'enseignement, alors que l'étudiant aspire à une interaction avec l'encadrant et un dialogue constructif dans lequel il peut exprimer ses préoccupations et ses opinions. L'enseignant est appelé à susciter chez l'étudiant la capacité d'autoformation, l'inciter à déterminer ses objectifs scientifiques et à développer son sens des responsabilités. Les principes qui sous-tendent ce modèle considèrent que la formation idéale est celle qui induit l'étudiant à disposer de sa propre approche à la formation et à la profession.

Les méthodes pédagogiques universitaires s'appliquent, dans ce contexte, à dépasser le mode du cours rhétorique qui s'appuie sur l'éloquence du conférencier, l'organisation minutieuse du contenu, l'autorité scientifique du professeur et la persuasion. Les études entreprises dans ce domaine soulignent que le mieux serait de favoriser les initiatives de l'étudiant, de développer ses capacités scientifiques et de l'impliquer dans la construction du cours soit par la présentation d'exposés, ou l'animation organisée de groupes à nombre limité, ou encore par des discussions constructives et structurées. Quant à l'enseignant, outre la place éminente qu'il occupe en tant que chercheur et dépositaire de la science et de la connaissance, il est appelé à se pencher davantage sur les cours d'orientation, dispensés sous forme de tables rondes, de symposiums et de travaux pratiques.

5.4 C'est en fonction de ses compétences à conduire la recherche, à former les étudiants dans l'investigation et l'observation et aiguïser leur curiosité scientifique que l'enseignant est jugé. Naguère, les cours magistraux avaient la part du loup dans les méthodes d'enseignement universitaire. Maintenant, ils cèdent progressivement le pas aux cours pratiques. Dans les universités occidentales, et depuis les années 50, les conférences ne

bénéficient que du tiers de la durée consacrée aux cours. Cette orientation a suscité un changement dans l'enseignement supérieur, en tant que profession, qui s'est traduit par la mise en place de nouveaux cadres pédagogiques et administratifs, tels le maître assistant, et l'assistant chargé des travaux pratiques, et dont le nombre s'est multiplié au point de dépasser celui des autres catégories d'enseignants universitaires.

La hiérarchie au sein de la catégorie d'enseignant reste assise cependant sur la compétence scientifique et la capacité d'inculquer et de diffuser la connaissance, ainsi que son aptitude à entreprendre diverses activités au sein du milieu universitaire (encadrer les chercheurs, intervenir avec des travaux de recherche et d'investigations dans les domaines socioéconomiques et culturels, des conférences générales sur des thèmes d'intérêt scientifique, social ou autre).

L'on est donc confronté, à cet égard, à une série de défis, et tout particulièrement les défis suivants :

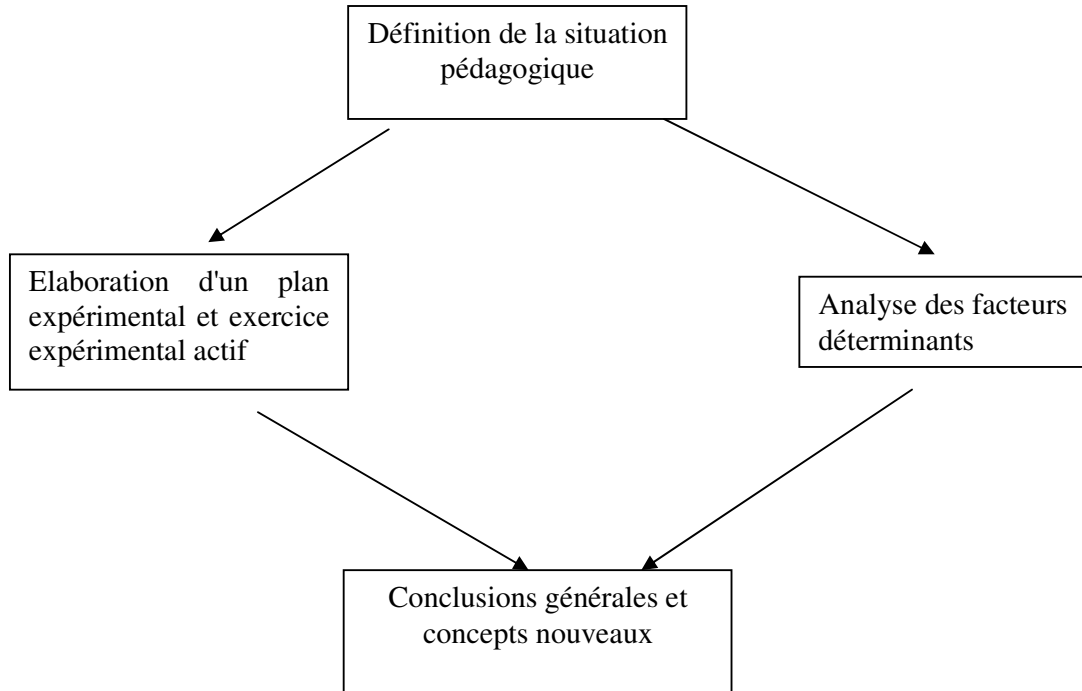
- Consolidation de la liberté académique dans les établissements d'enseignement et la soutenir, le cas échéant, avec un esprit responsable ;
- Mise au point de programmes de formation permettant de familiariser le corps enseignant à l'utilisation des moyens modernes d'information, de communication et d'enseignement ;
- Incitation et formation des enseignants pour se joindre au processus de perfectionnement professionnel, et ce, afin de rehausser leurs compétences et les capacités de l'établissement d'enseignement. Eu égard à l'importance de cette question, nous présentons ci-après quelques facteurs y afférents.

Il existe plusieurs facteurs pour le développement professionnel du corps enseignant que l'on peut résumer comme suit :

Facteur de l'exercice réfléchi

Il s'agit d'une réflexion sur la situation de l'enseignement avant son exécution, mais aussi sur ses différentes composantes et le rendement prévu, avec une planification préalable à cette situation (réflexion-sur-l'action) et à son exécution. Celle-ci est suivie d'une réflexion en cours d'action (réflexion-pendant-l'action), et une réflexion post-action afin de constater l'écart éventuel entre les objectifs et entre ce qui a été réellement réalisé.

L'exercice réfléchi est une approche rotatoire qui commence par l'observation et l'identification de la situation pédagogique de l'apprentissage ; celles-ci sont suivies par une analyse des facteurs régissant le phénomène, avant d'aboutir à des conclusions générales et des nouveaux concepts, puis à l'élaboration d'un plan expérimental susceptible d'améliorer l'exercice et la mise en œuvre de ce plan sur la base des conclusions générales et des concepts. Ce facteur peut être schématisé comme suit :



Facteur de la recherche effective (ou recherche procédurale)

La recherche effective a fait son apparition pendant les trois dernières décennies du XX^e siècle, d'abord en Angleterre et aux Etats Unis, dans le cadre d'un mouvement visant à améliorer l'établissement scolaire, avant de se répandre dans de nombreux pays, tels la France et le Canada. Selon cette méthode, le membre du corps enseignant examine son propre exercice de la fonction et décide de son amélioration et de la mise au point de la stratégie pédagogique appropriée. Il détermine les problèmes soulevés et les dimensions qui leurs sont liées. Il évalue son rendement et opte pour l'action la plus adéquate, prend les décisions qu'il juge nécessaire et les met en exécution aux fins de changement. Ainsi, la recherche effective (ou procédurale) devient-elle l'un des facteurs du développement professionnel.

5.5 Ethique de la fonction prélude du développement professionnel

Les dimensions éthiques du développement professionnel étaient, avant les années 90, quasi absentes de la littérature pédagogique, l'enseignement étant considéré comme une profession technique et dont le rendement était régi par des critères spécifiques et la responsabilité soumise à la comptabilisation. Mais l'apparition du courant de la professionnalisation a imposé la prise en considération des dimensions éthiques dans le développement professionnel, donnant ainsi naissance à ce qu'on connaît désormais comme la déontologie de la profession. Les études entreprises en la matière ont démontré l'émergence de nouveaux concepts et valeurs, notamment le désir des membres du corps enseignant de contribuer au succès du développement professionnel, la valeur du respect entre les enseignants et les étudiants, le concept de l'influence des aspects spirituels sur le développement professionnel, le concept de la satisfaction fonctionnelle, le concept de la motivation, et le concept de l'éthique de l'enseignant.

Ce courant a été renforcé par l'apparition d'un mouvement selon lequel l'éthique de l'enseignement commande également au corps enseignant de poursuivre son développement professionnel, d'acquérir les compétences lui permettant d'assumer ses obligations professionnelles envers les apprenants et envers l'établissement d'enseignement. En d'autres termes, l'engagement moral envers soi et envers les autres devient un incitatif pour le développement professionnel ainsi qu'un mobile essentiel pour y parvenir. Dans cette perspective, les motifs innés sont devenus l'axe principal autour duquel s'articule cette volonté de développement, abstraction faite des motifs lucratifs.

5.6 Instruments de développement des méthodes pédagogiques universitaires

La problématique des compétences du corps enseignant s'impose comme une condition fondamentale au développement des structures de l'enseignement, surtout dans notre époque actuelle qui se caractérise par la structuration institutionnelle évoluée des universités. La mission de l'enseignant au sein de l'université s'est toujours appuyée, tout au long de l'histoire des universités tant islamiques qu'occidentales, sur les critères de la compétence scientifique et l'aptitude pédagogique. Les valeurs d'honnêteté et de sincérité scientifique sont demeurées constamment inscrites dans l'éthique régissant cette élite. Il est donc primordial de préserver intacte, dans ce milieu, l'image du professeur cultivé, et la maintenir au-dessus des polémiques qui secouent et préoccupent la société. Les universitaires gardent encore l'espoir de devenir un jour le maillon qui reliera les valeurs sociales en vigueur aux défenseurs d'une culture construite autour de l'exhaustivité de la connaissance et l'universalité des opinions objectives.

L'organisation de cellules administratives qui assureront le suivi de l'activité pédagogique à l'intérieur des établissements est l'un des instruments de gestion auxquels les universités peuvent recourir. Ces cellules auront pour mission, entre autres, de développer le rendement scolaire et d'améliorer la qualité des relations scientifiques entre l'enseignant et ses étudiants. Elles veilleront également à fournir l'orientation et les renseignements sur les programmes d'études correspondant à chaque spécialité. De même qu'elles entreprendront des campagnes d'animation pédagogique dans les milieux des étudiants et des enseignants. Ces cellules auront aussi la capacité d'encourager l'introduction des nouvelles méthodes audiovisuelles d'enseignement, ainsi que les technologies de l'information. Dans ce contexte, les moyens suivants peuvent contribuer à l'amélioration du rendement de l'enseignant :

- Tenue séminaires en faveur des enseignants débutants ou des séminaires de sensibilisation sur les méthodes pédagogiques modernes à l'intention de l'ensemble des enseignants exerçant dans l'établissement.

Développement d'outils et mécanismes d'autoévaluation de l'enseignant, à mettre à la disposition des enseignants pour leur permettre d'exploiter les résultats en vue d'améliorer leurs méthodes d'enseignement et d'encadrement.

5.7 Les équipements et les moyens :

Le développement de l'enseignement supérieur et universitaire, sur le plan de l'administration, des programmes, des méthodes d'enseignement et de la gestion de la qualité va de paire avec le développement des équipements et des moyens. Il faut admettre que les établissements d'enseignement supérieur et universitaire du monde islamique ont réalisé des progrès dans ce domaine, dotant les infrastructures, les laboratoires et l'administration des

équipements modernes nécessaires. Ceci a permis de consacrer la nouvelle administration de l'établissement, de réaliser les travaux de recherche et de dispenser les cours dans des conditions modernes. Il convient de signaler qu'ils ont peu enregistré également des progrès sur le plan informatique, se dotant des équipements nécessaires tout en adhérant aux réseaux régionaux et internationaux.

Mais ce développement reste marqué par des inégalités, en ce sens que les conjonctures diffèrent d'un pays à l'autre, étant dans la plupart des cas d'ordre financier, ou dues à l'absence ou à la faiblesse de la planification dans ce domaine, ou encore l'attachement aux méthodes traditionnelles dans l'administration de certains établissements de l'enseignement supérieur et universitaire.

Le développement étant un processus global, il devient indispensable de mettre en place les équipements et matériels nécessaires à la réalisation du programme de développement des autres composantes du système, tant au plan central qu'au niveau des établissements d'enseignement et d'adopter, le cas échéant, des plans par étapes. Signalons que le développement des équipements et matériels est tout aussi important que celui des autres composantes en raison de l'incidence qu'ils ont sur leur efficacité. L'introduction de la technologie de la communication, par exemple, influe fortement sur l'administration de l'établissement, en particulier sur la gestion du processus de l'enseignement et de l'apprentissage. Ce développement a débouché sur les conséquences directes suivantes :

- Changements au niveau de la forme et du contenu des programmes tels que l'apparition des systèmes intelligents, la biologie moléculaire, la biotechnologie, les systèmes informatiques, l'automatisation, la science des matières, la science de l'environnement.
- Emergence de nouvelles méthodes d'enseignement, notamment le multimédia qui combine le son, l'image, l'illustration et le texte écrit, de même que les laboratoires virtuels qui s'appuient sur la modélisation informatique, l'enseignement non concomitant et l'utilisation de la bibliothèque virtuelle. Nous tenons à signaler ici que ces méthodes utilisant les équipements technologiques et les technologies modernes de communication, sont employées dans plusieurs universités du monde islamique, telles l'université d'Anatolie en Turquie, l'université Terbuka en Indonésie et l'université islamique d'Azad en Iran.

5.8 L'étudiant

L'étudiant représente le pivot central de tout système d'enseignement supérieur et universitaire. C'est par son niveau et ses particularités que se définit le degré qualitatif de l'enseignement. Or ces particularités et son genre sont déterminés, pour leur part, par d'autres facteurs, notamment cognitifs, sociaux, culturels, psychiques, dont la motivation, la spontanéité, les orientations et les inclinations. Ce sont ces traits qui constitueront les critères d'admission.

Il faut garder présent à l'esprit que les étudiants de bon nombre d'universités ont suivi un enseignement secondaire axé sur la mémorisation et la récupération, offrant un apprentissage d'un faible niveau en raison de facteurs divers. En conséquence, l'enseignement supérieur et universitaire se trouve contraint d'accueillir des étudiants n'ayant pas les aptitudes adéquates pour assimiler un bon enseignement, même si les autres facteurs d'admission sont d'un bon niveau. Pour éviter cette situation, il convient de mettre au point un programme

d'habilitation permettant, le cas échéant, de redresser leur niveau dans les matières concernées.

En outre, les étudiants dans la plupart des établissements d'enseignement supérieur et universitaire des pays islamiques ne participent pas à l'administration de leur établissement et au processus décisionnel, ce qui se reflète négativement, en général, sur la vie universitaire. Cette situation doit être revue, car l'étudiant doit prendre part à la vie sociale, politique et culturelle de son établissement, participer à la prise de décision, engager le dialogue sur les questions posées et œuvrer à l'instauration des conditions susceptibles d'impulser leur énergie et leur créativité. Autrement, l'enseignement supérieur et universitaire ne saura contribuer à l'édification d'un citoyen disposant des capacités génératrices d'idées audacieuses, de la faculté d'écouter plutôt que de parler, de communiquer avec les autres, de participer à l'action sociale et d'oser déclarer ses orientations.

5.9 Evaluation de l'acquisition de l'étudiant :

Le perfectionnement de la pédagogie universitaire et l'amélioration du rendement du professeur universitaire soulève avec insistance la problématique des méthodes d'évaluation du rendement de l'étudiant, et ce, en raison de l'importance accordée aux examens, aux concours et aux méthodes de sélection appliquées dans l'enseignement supérieur, qu'il s'agisse de l'admission à l'établissement, de l'évaluation en cours de formation ou à la fin de ses études.

La mise au point de méthodes constructives et objectives reflétant impartialement les capacités de l'étudiant constitue l'un des objectifs clés du développement de l'établissement universitaire. Les examens traditionnels ont été critiqués, en ce sens que, d'une part, ils s'appuient sur des questions ouvertes qui ne mesurent pas suffisamment les capacités de l'étudiant et, d'autre part, ils impliquent des considérations personnelles propres à l'enseignant. L'on recommande, à cet égard, l'introduction de méthodes codifiées pour mesurer les connaissances de l'étudiant et ses capacités, et l'utilisation d'une évaluation continue couvrant toute la durée prévue pour l'étude de la matière ou du sujet.

6. L'université et le marché de l'emploi

6.1 Les études et recherches entreprises dans les pays en développement démontrent le lien existant entre l'enseignement supérieur et le développement économique. Ce postulat s'appuie sur l'idée que le progrès ne peut aboutir dans un pays qui ne dispose pas d'une main d'œuvre qualifiée et spécialisée. Les pays islamiques ont admis, depuis des décennies, que le système d'enseignement en général, et l'enseignement supérieur en particulier, ont une incidence positive sur le développement durable. C'est dans ce cadre que s'inscrit le problème d'insertion des titulaires des diplômes professionnels, puisqu'il se place parmi les indicateurs qualitatifs d'acquisition des compétences nécessaires. Ce système est également capable de satisfaire aux besoins économiques d'une manière adéquate et pertinente.

6.2 Récemment encore, la plupart des pays islamiques étaient encore prisonniers d'une théorie en vertu de laquelle l'essor économique reste tributaire du développement du capital humain, en particulier les cadres formés dans les universités. Mais le nombre en continuelle croissance des diplômés universitaires n'a pas été assorti d'évolution dans la situation économique de ces pays ou une expansion proportionnelle des postes de travail dans les domaines administratifs et économiques. Avec l'émergence du chômage universitaire et

son amplification, d'une part, et le besoin pressant de cadres à même de répondre aux besoins du développement global, d'autre part, associé à la lente relance économique, il devient manifeste que les décideurs en matière d'universités et d'instituts supérieurs devront se pencher sur les types d'enseignement supérieur qu'ils dispensent, et faire du principe de complémentarité avec les besoins du marché de l'emploi l'un de leurs objectifs clés. Or l'examen des niveaux de chômage parmi les universitaires fait ressortir que ce sont les titulaires de diplômes dans les domaines littéraires et des sciences humaines qui ont le plus de problèmes à accéder au marché du travail, par contraste aux lauréats des instituts ou facultés aux spécialisations techniques, telles que l'ingénierie, la médecine, la gestion financière et administrative, etc.

Mais l'inertie des structures éducatives des établissements à spécialisation générale ne permet de concilier la formation et la situation des nouvelles promotions d'universitaires. Aussi la relation entre ces instituts et le marché du travail demeure-t-elle quasi superficielle, comme évoluant en marge du monde économique. Signalons, par ailleurs, que les domaines de spécialisation où les opportunités de travail font défaut sont encore répandus dans beaucoup d'universités du monde islamique et contribuent dans une grande mesure à la dépréciation des diplômes. C'est ainsi que les titres académiques qui, naguère, ouvraient les portes aux emplois et sphères de responsabilités n'ont plus désormais aucune valeur pour ces mêmes postes, bien que la cause n'ait aucun lien avec le niveau de formation ou la valeur scientifique intrinsèque à ces études. Il n'existe pas d'harmonie réelle entre le système de formation et celui de la production. En effet, si l'université se développe sous l'influence de la demande sociale pour la formation et la pression des ambitions irréalistes des étudiants et leurs parents, le monde du travail accuse, par contre, une récession évidente au niveau de la fonction publique. C'est ainsi que le marché des cadres universitaires, dès qu'il perd la protection dont il bénéficiait, se transforme en un marché marqué par une plus grande compétitivité. De plus, et bien qu'il ne dispose pas de ressources naturelles importantes, le marché de l'emploi des pays islamiques demeure lié à une économie marquée par les disparités et l'hétérogénéité d'un tissu général dominé par l'agriculture traditionnelle et la réticence des entreprises nationales à employer une main d'œuvre hautement qualifiée

6.3 Pour concilier la stratégie de développement de l'enseignement supérieur avec les exigences de la situation socioéconomique des pays islamiques, il faut tenir compte de l'interaction existant entre l'université et le monde du travail. Or cette relation est complexe et ne peut être réduite à une simple équation. Le diplôme universitaire n'est qu'un indicateur d'un certain niveau de compétences, que le diplômé proposé comme critère de sélection au marché de l'emploi, en fonction des objectifs de rentabilité escomptés par l'entreprise. Quant à la hiérarchie imposée aux diplômés par le marché de l'emploi, elle ne correspond pas nécessairement à la hiérarchie académique des domaines de connaissance scientifique. On peut, dans de nombreux cas, expliquer le chômage des diplômés, d'une part comme un excédent du nombre d'universitaires formés et, d'autre part, comme une conséquence des mutations survenues dans le domaine des emplois et des professions.

6.4 La stratégie de développement requiert, entre autres, les éléments suivants :

- Etablissement d'une stratégie générale, au niveau national, tournée vers la tranche d'âge 18-24 ans et définissant avec précision les méthodes de formation éventuelle et de leur insertion dans le marché de l'emploi ;
- Mise en place de services et de cellules de conseil et d'orientation aux fins d'évaluer la motivation des étudiants désireux d'accéder à l'enseignement supérieur, de les aider à

choisir les formations prometteuses correspondant à leurs aptitudes et leur éviter de s'engager dans des formations sans avenir ;

- Application d'une stratégie claire pour la sélection des étudiants compétents admis à l'enseignement supérieur, évitant ainsi que la promotion outrée d'un grand nombre de diplômés ne provoque la dépréciation des diplômes scientifiques ;
- Création de spécialités à orientation scientifique, parallèlement aux spécialités académiques traditionnelles, fondées sur une planification judicieuse des besoins en main-d'œuvre moyennement et hautement qualifiée, et réduction des spécialités à orientation littéraire et théorique qui forme la plus grande proportion des jeunes chômeurs diplômés.
- Adoption d'une nouvelle perspective dans la planification stratégique de l'enseignement supérieur en s'écartant de l'ancien système où les universités nationales des dernières décennies œuvraient à la promotion des cadres et des fonctionnaires nécessaires à la fonction publique dans les pays islamiques. Ce nouveau système est désormais requis de procurer à l'ensemble des secteurs de production et d'administration les compétences prometteuses et les cadres utiles qui satisfont aux conditions internationales de concurrence et contribuent au développement local dans tous ses aspects.
- La mise en place de partenariats et d'alliances entre les parties concernées s'insère parmi les stratégies conciliant la formation et l'emploi. Il s'agit d'impliquer les acteurs économiques et les patrons dans la gestion de la vie universitaire, à commencer par l'élaboration des programmes de formation et la sélection des spécialités répondant au développement considérable des métiers, à l'extension accélérée des spécialités ainsi que les nouvelles exigences de l'entreprise fondées sur la capacité des lauréats à faire preuve de flexibilité, d'initiative et de création d'opportunités d'emploi.

Réexamen de la gestion administrative et financière de l'enseignement supérieur en recherchant les sources extérieures aux budgets alloués par les services publics, adoptant à cette fin de nouvelles méthodes d'autofinancement des établissements, sous forme de relations contractuelles avec les entreprises et les instances administratives de l'Etat.

7. La recherche scientifique

7.1 La recherche scientifique représente l'un des piliers majeurs du développement du système d'enseignement supérieur et occupe une position centrale parmi ses objectifs. Etant l'un des éléments qui contribuent à l'enrichissement des études et de l'enseignement, ainsi qu'une composante essentielle des formations universitaires, la recherche participe dans une grande mesure au rehaussement du niveau académique du système universitaire tout en étant le garant de sa qualité. En effet, la recherche scientifique est à la fois un générateur de connaissances, un des facteurs du progrès scientifique et technologique de la société et l'un des canaux mondiaux d'échange des connaissances entre les chercheurs.

Et c'est en raison de l'incidence positive de la recherche scientifique sur le tissu économique et industriel que la plupart des pays industrialisés se sont attelés à investir dans ce domaine, consacrant des budgets variant entre 2 et 4% de leur produit intérieur brut (PIB).

7.2 Le développement réel du système universitaire suppose la présence de laboratoires où des recherches scientifiques sur diverses connaissances sont entreprises, et où se déroulent des études sur les milieux socioéconomiques nationaux et régionaux. Il existe,

par conséquence, une interaction et une dynamique organique entre l'établissement universitaire et les activités de recherche scientifique au niveau de la hiérarchie structurelle ainsi qu'au niveau du rendement et de sa propagation.

7.3 Il est nécessaire que la recherche scientifique soit une mission qui incombe à chacun des établissements de l'enseignement supérieur, car l'activité de recherche contribue à exciter la curiosité chez l'étudiant et à épanouir sa personnalité scientifique. Cette recherche doit aller de paire avec les différents niveaux de la formation, en particulier celle des niveaux supérieurs, tels le Master et le Doctorat. Rappelons que la formation en matière de recherche, ainsi que dans l'application de ses méthodes est de nature à relever les compétences ainsi que les capacités d'investigation, d'observation, de critique, de construction et, partant, permettre à l'étudiant d'acquérir les facultés d'invention, de sélection et d'adaptation des derniers progrès et découvertes scientifiques et technologiques au milieu où il travaille.

7.4 La recherche scientifique universitaire s'inscrit dans un cadre où l'enseignant combine l'enseignement et l'encadrement des chercheurs universitaires. De ce fait, la dynamique universitaire relative à l'enseignant s'accroît et se renforce, surtout lorsque les cours du doctorat sont dispensés de manière judicieuse. On en veut pour preuve le succès enregistré par l'université allemande au XIX^e siècle ou le rayonnement de l'université américaine au siècle dernier, ou encore la modernisation des études au sein de l'université française dans les années 50. Et si l'on considère que l'enseignant universitaire est lui-même un chercheur, il advient que tout développement dans ce domaine doit être fondé sur un équilibre rationnel des activités de l'enseignant qui accordent à la recherche scientifique une place particulière, qu'il s'agisse de la promotion de l'enseignant ou de l'évaluation de son niveau professionnel.

7.5 Il serait plus utile que les activités de la recherche scientifique ne soient pas confinées au seul milieu académique. Il est donc nécessaire de mettre en place des passerelles et des mécanismes interactifs avec les milieux social et des affaires, ainsi qu'avec les intervenants économiques et industriels. L'on peut y parvenir à travers la mise en place d'une structure administrative sous forme d'instituts de recherche reliés à la planification du développement et à la recherche, avec la coordination avec les entreprises de production et les laboratoires industriels.

7.6 Il est tout aussi important, dans le cadre d'une perspective nationale de la recherche scientifique, de mettre en place une instance de coordination des domaines de la recherche scientifique, d'une part entre les universités et, d'autre part, avec les organismes et institutions administratives effectuant des recherches pour leurs propres besoins. Cette démarche d'autant plus importante qu'elle permet d'outrepasser les déséquilibres tant au niveau organisationnel qu'à celui des moyens et des équipements, ou encore au niveau de la rationalisation des dépenses.

7.7 Si la recherche scientifique joue un rôle prépondérant dans l'avancement des connaissances et dans la rénovation et l'enrichissement des spécialités, elle prend également, et dans une grande mesure, une part active dans les programmes stratégiques de l'Etat qui la considère comme une réelle gageure pour l'édification de l'Etat développé. D'où la nécessité d'encourager les inventions utiles et de les intégrer dans des plans à long terme portant sur les objectifs généraux liés à la situation réelle de la société et de ses besoins primordiaux. Il est donc essentiel, dans ce contexte, de définir les domaines scientifiques et techniques qui bénéficieront de la priorité dans les recherches programmées ou mises en œuvre dans les pays islamiques, notamment les recherches agronomiques et médicales, ou les recherches

hydrauliques ou environnementales, ou encore les recherches portant sur le patrimoine islamique...

7.8 Outre le renforcement des recherches dans les différents domaines de la connaissance, telles les sciences humaines et les sciences exactes, il faut immanquablement réaliser l'équilibre entre les sciences pures et appliquées et les recherches axées sur le développement. D'où la nécessité d'orienter les experts dans les pays islamiques et les inciter à ébaucher des propositions axées sur des données de terrain relatives à une multitude de domaines et de secteurs afin d'aboutir à des solutions scientifiques susceptibles de relier l'enseignement supérieur et la recherche scientifique aux domaines du développement. Il s'agit, en l'occurrence, de manier la recherche de sorte à ce qu'elle quitte les laboratoires et ateliers universitaires pour s'insérer dans la réalité de la vie culturelle et socioéconomique de la communauté.

Le chercheur doit être ainsi devenir un expert capable de s'adapter, de créer et d'innover, en mesure de transmettre la connaissance dans une société en pleine transition.

7.9 Les orientations stratégiques relatives à ce secteur portent sur le renforcement du partenariat avec le milieu des entreprises et le monde de l'économie, en général, et ce, en les intégrant aux plans et programmes de recherche. Des organismes de coordination entre les secteurs de production seront mis en place pour définir les priorités dans les programmes de recherche. La recherche scientifique doit, par ailleurs, soutenir l'entreprise dans ses démarches en matière de développement et orienter ses programmes vers les domaines liés aux exigences du développement durable.

7.10 Il faut sortir les chercheurs de leur isolement et favoriser les recherches collectives plutôt que la recherche individuelle si l'on veut que le produit scientifique se développe et se répande dans le monde islamique et dans le monde. Pour y parvenir, il faut intensifier les communications et le volume des échanges, des contrats et des accords de coopération entre les pays islamiques, avec tout ce que cela implique, à savoir, l'échange des ouvrages et des documents scientifiques, la participation aux colloques internationaux spécialisés, la réalisation de travaux de recherche mixtes et l'exploitation conjointe des sources de financement.

7.11 Il faut s'atteler à la réactivation des mécanismes d'échange nécessaires à la coordination de la recherche scientifique dans les pays islamiques. Ces mécanismes comprennent, notamment, l'élaboration d'index à l'intention des instituts de recherche soulignant les objectifs, l'identité et le produit de cette recherche, le perfectionnement des sites Web concernant ces instituts, tout en créant d'autres réseaux pour les chercheurs dans une même spécialité et consolider la solidarité entre eux. Des prix peuvent être institués au niveau islamique pour récompenser les meilleurs travaux de recherche scientifiques, toutes disciplines confondues, tout en assurant le financement de leur publication et leur diffusion. Il convient également d'encourager les périodiques spécialisés dans l'information scientifique et technique.

7.12 Dans les efforts déployés en vue d'améliorer le produit scientifique, il faut que la priorité soit accordée aux travaux de recherche visant la préservation du patrimoine islamique et ses fondements spirituels, culturels et civilisationnels. Il faut, ce faisant, corréliser la pensée islamique aux dernières innovations scientifiques, authentifier les sciences et islamiser la connaissance. Tout aussi important est celui de développer les aptitudes intellectuelles créatrices, les formant à se désintéresser des questions futiles ou à se confiner

dans une étroite optique. La recherche scientifique dans les pays islamiques a besoin, d'une part de compétences intellectuelles et scientifiques qui puissent se comparer au niveau international et, d'autre part, d'une coopération scientifique intensifiée avec les cercles scientifiques internationaux. Cette coopération permet de évaluer la contribution de la recherche nationale à la promotion de la pensée humaine globale, à l'instar de ce que furent jadis les sciences islamiques lorsque la civilisation islamique était à son apogée.

Il convient, tout en œuvrant au développement qualitatif de ce secteur, de promouvoir les ressources humaines dont il dispose. Toute stratégie visant à limiter l'exode des compétences scientifiques des pays islamiques vers les autres pays doit prévoir des incitatifs pour ceux qui exercent dans ce domaine. On peut y parvenir en multipliant les efforts sur le plan de l'infrastructure, tels les laboratoires, ainsi que des motivations morales et matérielles et les différents moyens technologiques.

En vue de renforcer ces orientations, l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO) a mis en œuvre les actions suivantes :

- a- Création du Centre de l'ISESCO pour la promotion de la recherche scientifique,
- b- Elaboration de la Stratégie de développement des sciences et de la technologie dans les pays islamiques adoptée par la 8^{ème} conférence du Sommet islamique qui s'est tenue à Téhéran en 1997.
- c- Elaboration d'un plan d'action pour la lutte contre l'immigration des compétences scientifiques des pays islamiques.

Quatrième partie

Rôle de l'enseignement universitaire dans le traitement des questions contemporaines

1. Rôle de l'université dans la promotion des valeurs de dialogue, de la paix et des droits de l'Homme

Les droits de l'homme et les valeurs du dialogue et de la paix occupent une place prééminente dans le saint Coran et la Sunna du Prophète, ainsi que dans le patrimoine islamique. Ceci étant un constat qui n'a pas besoin d'être démontré, il convient de signaler, cependant, que la question des droits de l'homme, des valeurs de la paix et du dialogue entre les individus et les groupes continuent d'être à l'ordre du jour dans le monde islamique, à travers les études, les recherches, les conférences, les colloques et les questionnaires. Il suffit de citer, à titre d'exemple, les colloques et déclarations suivantes :

- La Déclaration de la 19^{ème} conférence islamique des ministres des affaires étrangères, qui s'est tenue au Caire en août 1990 sur les droits de l'homme en Islam ;
- La Déclaration rendue par la Ligue du monde islamique, à Rome, en 2000, sur les droits de l'homme en Islam.

Le saint Coran exhorte au dialogue, conformément à la parole divine : « **Et discute avec eux de la meilleure façon** ». ¹ Il prône la tolérance et la modération en traitant avec autrui, à ne montrer aucune hostilité aux autres religions et à croire aux prophètes qui ont précédé. Le Seigneur dit, à cet effet : « **Le Messager a cru en ce qu'on a fait descendre vers lui venant de son Seigneur, et aussi les croyants : tous ont cru en Allah, en Ses anges, à Ses livres et en Ses messagers; (en disant) : "Nous ne faisons aucune distinction entre Ses messagers"** » ². L'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture a amplement contribué aux efforts visant à faire connaître la perception de l'Islam du dialogue et des droits de l'homme, à travers les nombreuses publications ainsi qu'à travers les conférences qu'elle a tenues dans différentes régions du monde, notamment :

- Colloque international sur "Le dialogue et la coexistence entre les civilisations et les cultures", Allemagne, 2000.
- Colloque international sur "Le dialogue entre les civilisations dans un monde en mutation", Maroc, 2001.
- Colloque international sur "Le dialogue des civilisations pour la coexistence", Syrie, 2002.
- Colloque international sur "la spécificité de la vision culturelle islamique dans le traitement des questions humaines", Emirats arabes unis, 2003.

¹ Sourate An-Nahl (les Abeilles), 125.

² Al-Baqarah (la Vache), 285.

- Colloque international sur "Le rôle de l'islam et de la chrétienté dans l'édification de l'entente", Tunis, 2004.
- Colloque international sur "Le dialogue des civilisations et des cultures : objectifs et domaines", Royaume d'Arabie Saoudite, 2005.
- Colloque international sur "Les civilisations et des cultures humaines : du dialogue à l'alliance", Tunis, 2006.

L'enseignement supérieur et universitaire est appelé à consacrer les droits de l'homme et les valeurs du dialogue et du partenariat à travers les programmes d'enseignement qu'il dispense et l'organisation de la vie aux seins de ses établissements, mais aussi dans les réglementations qu'il promulgue ou qu'il applique. Il doit tout mettre en œuvre pour conforter cette orientation et sensibiliser les étudiants de sorte qu'ils puissent les assimiler, les appliquer, les diffuser et les défendre. Il serait donc judicieux que ces valeurs occupent une place éminente dans le projet de stratégie de développement de l'enseignement supérieur et universitaire dans les pays islamiques.

2. Rôle de l'université dans la résolution des problèmes contemporains

L'importance de l'enseignement supérieur et universitaire procède de la multitude des rôles qu'il joue et des services qu'il peut rendre aux individus et aux communautés et, par extension, à l'humanité tout entière. D'où les nombreux problèmes sociaux et mondiaux auxquels il est confronté ou qu'il provoque. Citons, entre autres, les problèmes et phénomènes suivants :

a) La mondialisation

Parmi les spécificités de la mondialisation qui sont directement ou indirectement liées à l'enseignement supérieur et universitaire, telles qu'elles ont été constatées par les nombreuses études entreprises en la matière, on peut citer :

- Domination des multinationales sur les pays "partenaires" et, partant, sur l'économie du monde avec, pour conséquence, la diminution de l'importance de ces pays vis-à-vis de ces entreprises ;
- Révolution dans le domaine de la technologie de la communication, faisant du monde un réseau de communication universel, réduisant ainsi les distances et le temps ;
- Bon nombre de problèmes ont pris des dimensions universelles, telles la sécheresse, la pollution, le chômage, le réchauffement de la planète et la grippe aviaire ;
- Tendances vers l'unification de la demande et standardisation de la consommation, contribuant ainsi à la désintégration des spécificités et des identités ;
- Diffusion de concepts tels que la démocratie, la pluralité politique et les droits de l'Homme.

Mais si la mondialisation a des aspects négatifs, elle n'en possède pas moins d'aspects positifs. Nous pouvons tirer profit de ces aspects positifs, pour peu que nous les scrutons avec attention et objectivité, sans toutefois délaisser notre identité et notre culture islamiques.

L'enseignement supérieur et universitaire doit, par conséquent, interagir positivement avec la mondialisation et les phénomènes qui lui sont associés. Il doit, parmi les actions à entreprendre, passer progressivement de la forme traditionnelle engendrée par l'ère de l'industrialisation, adoptée encore dans bon nombre de pays islamiques, à une forme plus évoluée concordant avec les innovations mondiales, tels l'enseignement virtuel, l'enseignement à distance et l'enseignement par l'Internet, de sorte que les universités, les facultés et les instituts supérieurs, se transforment davantage en réseaux plutôt qu'en simples bâtiments et administration bureaucratique.

La mondialisation implique également le principe du chevauchement entre le pédagogique, le social et la recherche scientifique dans la production du savoir, son analyse, son application puis sa commercialisation, après prospection des besoins futurs. Ceci devra nous permettre de développer l'économie tout en préservant, voire en renforçant, la personnalité nationale et islamique.

L'université peut contribuer à la formation d'une nouvelle génération à l'esprit créatif et compétitif, apte à produire des idées nouvelles et des stratégies pertinentes, et capable de résoudre les problèmes locaux, régionaux et internationaux, tout en se prévalant fièrement de son identité islamique, armé d'une conscience civilisationnelle qui le protège contre les dangers de l'aliénation et la standardisation que les vents de la mondialisation porte dans leurs plis.

Il serait certes judicieux de prendre en considération la situation socioéconomique respective de chaque pays islamique et son degré d'assimilation des mutations mondiales. Aussi, le but est-il de mettre au point une stratégie de développement convaincante et réalisable par tous les pays, mais aussi de s'assurer de leur franche détermination à la mettre en application.

b) L'enseignement pour adultes et l'alphabétisation

Dans sa signification moderne, l'enseignement pour adultes comprend quasiment toutes les étapes de la vie, à compter des enfants qui ont manqué leur apprentissage à l'enseignement formel et les jeunes n'ayant plus accès aux écoles, jusqu'aux retraités et les vieillards, en passant par les adultes employés ou chômeurs. C'est ainsi que le concept d'enseignement pour adultes est-il associé à celui d'enseignement à vie, d'enseignement continu et d'enseignement non formel.

Le concept d'enseignement pour adultes s'appuie, d'une part, sur les principes de la société islamique qui comprennent, notamment, la science, la justice, la liberté associée aux injonctions divines exhortant à l'enseignement, la *choura* (consultation) et la sollicitude dans le travail. La quête de la science est considérée, en Islam, à la fois comme un acte de foi et un mode de vie en sa qualité de successeur de Dieu sur la terre, qu'il doit peupler conformément à la volonté divine. L'Islam a fait de la quête de la science une forme de dévotion, et le quêteur de la science un combattant pour la cause de Dieu. En d'autres termes, l'enseignement est un devoir qui exprime les dispositions naturelles de l'individu et œuvre à leur conservation. Toute dérogation à ce précepte constitue une déviation à la foi en Dieu et une atteinte à Son unicité (Medkour, 1996).

Les domaines d'enseignement pour adultes, qui sont nombreux, comprennent l'alphabétisation. Ce dernier, à son tour, renferme plus d'un champ, notamment :

L'alphabétisation abécédaire destinée à ceux qui ne connaissent pas suffisamment la lecture, l'écriture et le calcul,

L'alphabétisation fonctionnelle, qui vise l'acquisition des aptitudes liées à un travail ou un métier spécifique afin de rehausser le niveau des compétences fonctionnelles des adhérents au marché de l'emploi et qualifier les chômeurs pour leur permettre de trouver un travail approprié,

L'alphabétisation civilisationnelle, où l'enseignement vise l'acquisition des facultés permettant de participer à la vie sociale, de s'adapter à la réalité sociale, de contribuer à son développement et d'aider à l'insertion dans la société.

Mais dans tous les cas, ce phénomène d'alphabétisation doit être traité de manière objective. C'est dans cette optique que l'enseignement supérieur et universitaire dans le monde islamique est appelé à contribuer à ce projet par la préparation de cadres techniques supérieurs à même de mettre au point des politiques, des stratégies et des plans, et de concevoir les diverses techniques de suivi et d'évaluation. De même qu'il est appelé à entreprendre des études et des recherches, d'observer l'évolution du phénomène, d'identifier les facteurs qui le sous-tendent et de proposer les moyens susceptibles de le juguler, sans toutefois perdre de vue le fait que ces deux fonctions sont pratiquement inexistantes dans l'enseignement supérieur et universitaire du monde islamique.

La formation en cours d'emploi des agents exerçant dans les différents domaines d'activités s'inscrit également dans le cadre de l'enseignement pour adultes, et ce, quelles que soient leurs qualifications académiques et leur position hiérarchique. Ce secteur de l'enseignement pour adulte s'est développé au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle, avec l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication, tel l'Internet, et l'introduction de l'ordinateur dans quasiment tous les lieux de travail, révolutionnant ainsi les méthodes d'enseignement pour adultes et la gestion des entreprises. Il était donc essentiel que les fonctionnaires s'adaptent à cette nouvelle situation, par le biais de la formation qui leur a permis, d'une part d'apprendre des nouvelles techniques et méthodes de travail et, d'autre part, d'acquérir des compétences avancées.

C'est ainsi que le système d'enseignement supérieur et universitaire attribue une place de choix à l'enseignement pour adultes dans le but, d'une part, de relever les défis sociaux et les retombées de la mondialisation et, d'autre part, de tirer profit de la révolution technologique et des moyens de communication qui lui sont associés et qui permettront d'assurer une formation de haut niveau ainsi que l'acquisition par les individus de nouvelles compétences qui amélioreront leurs capacités. Il convient de signaler que l'intégration de l'enseignement pour adultes à l'enseignement supérieur et universitaire place ce type d'enseignement au cœur même des besoins de la société et dans son processus de développement.

c) L'environnement

Les problèmes de l'environnement sont de portée à la fois locale, touchant les individus et les collectivités, telle la pollution des eaux d'une rivière quelconque, ou universelle, telle la dégradation de la couche d'ozone ou le réchauffement planétaire. Mais ces problèmes ne se limitent plus seulement à la nature et au climat, puisqu'ils englobent également la vie sociale. A titre d'exemple, la pauvreté est désormais considérée comme une pollution environnementale, de même que tout comportement humain indésirable. L'environnement et le développement durable sont, à leur tour, devenus indissociables. C'est ainsi qu'une nouvelle école de pensée est née, qui continue de gagner en ampleur pour inclure des champs et d'activités et de connaissances diverses. Connue comme l'école environnementale, celle-ci a ses orientations et ses méthodes pour définir la situation actuelle, identifier les problèmes, les expliquer, proposer des solutions et prendre des décisions. Un établissement d'enseignement supérieur peut se distinguer environnementalement d'un autre, quand bien même ils ont des dénominateurs communs. Le premier tout comme le second possèdent des particularités qui leur sont propres ainsi que des besoins propres, ce qui requiert pour chacun d'eux une approche spécifique. En d'autres termes, il ne sert à rien de recourir à des procédures de développement généralisées pour l'un ou l'autre établissement.

La solution d'un problème environnemental, en particulier celui qui implique le monde entier en raison de son incidence directe, requiert la participation de tous les habitants de la terre, car les efforts individuels seront insuffisants, donc inefficaces. D'où l'importance que revêt la participation collective en la matière.

Le rôle de l'enseignement supérieur et universitaire est de sensibiliser l'étudiant et la communauté, en coordination avec les collectivités locales et internationales concernées sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour préserver l'environnement. Un autre aspect de sa mission est d'entreprendre des études scientifiques pour mieux comprendre les facteurs qui sous-tendent la dégradation naturelle et sociale de l'environnement et les moyens susceptibles de la réparer. En d'autres termes, ce rôle se traduit par la production de la connaissance en la matière et sa diffusion au niveau local et mondial.

En vue de raffermir cette tendance, l'Organisation islamique pour l'Education les Sciences et la Culture a tenu plusieurs conférences sur l'environnement à Jeddah au Royaume d'Arabie Saoudite et dans d'autres pays islamiques et a rendu la Déclaration islamique sur le développement durable en 2002.

d) La santé

De par son importance, la santé se classe, pour toutes les communautés, dont les communautés musulmanes, parmi les questions clés, et ce, tant sur le plan de l'immunisation que du traitement. Elle incombe, en général, à la fois à l'Etat et au secteur privé. L'enseignement supérieur et universitaire intervient dans plusieurs domaines dans ce contexte, entre autres, les domaines suivants :

- Préparer des médecins et leurs assistants d'une manière qui tient compte des dernières découvertes en matière d'immunisation et de traitement. Bien que ce rôle soit traditionnel par essence, il s'agit notamment de moderniser les équipements et les méthodes dans les universités islamiques, en fonction des moyens disponibles, et d'établir des partenariats avec les universités et instituts supérieurs des pays avancés ;

- Susciter une prise de conscience dans la société islamique sur la nécessité de se prémunir contre les maladies, et ce, en rehaussant le niveau scientifique et mental de l'individu ;
- Entreprendre des recherches sur les questions environnementales locales et expérimenter les méthodes et moyens susceptibles de les résoudre, en recourant le cas échéant à l'expertise étrangère spécialisée ;
- Etablir des partenariats avec les organismes gouvernementaux, ainsi qu'avec les associations et organisations non gouvernementales concernées, tant sur le plan local que régional et international.

e) La population

La mise au point d'une stratégie de développement de l'enseignement supérieur et universitaire doit, nécessairement, prendre en considération la situation de la population dans le monde islamique, ainsi que les langues et les cultures locales, etc. Les musulmans passent pour être les communautés ayant la plus forte croissance démographique dans le monde.

Soulignons, par ailleurs, que les musulmans emploient une multitude de langues qui ne sont pas toutes transcrites. La plupart de ces langues tendent à être davantage des dialectes que des langues originelles. Outre le fait qu'elle soit la langue officielle des pays arabes, la langue arabe est très répandue dans beaucoup de pays non arabophones, tels le Mali, le Sénégal, le Niger, le Tchad et la Malaisie. Citons, parmi les autres langues islamiques, l'indonésien parlé en Indonésie, l'urdu au Pakistan, le bengali au Bangladesh, le turque en Turquie et Chypre, le haussa au Cameroun, au Nigeria et au Tchad, le persan en Iran, le swahili dans la Corne de l'Afrique, le pachtou en Afghanistan, le somali en Somalie et l'amharique en Ethiopie (source précédente).

Cette diversité de langues dans les pays islamiques pose un certain nombre de défis qui se rapportent notamment au développement socioéconomique, la croissance démographique, l'environnement, la santé génésique, l'enseignement, les opportunités de travail, la pauvreté et l'immunodéficience humaine. Ces défis doivent être pris en considération dans les programmes de l'enseignement général et de l'enseignement supérieur et universitaire, tout en respectant les spécificités de chaque pays et sa culture locale.

f) Les cerveaux immigrés

L'immigration des cerveaux des pays islamiques vers les pays occidentaux est un phénomène défavorable tant au développement qu'à l'enseignement supérieur et universitaire des pays islamiques. Elle est également préjudiciable à leur capacité d'acquérir et de produire la connaissance et de générer la technologie de pointe. De nombreuses études ont démontré que ce phénomène est provoqué par maints facteurs, notamment l'inadaptation des conditions socioéconomiques et politiques, la faible corrélation entre les programmes d'enseignement et l'environnement local réel du fait que ces programmes sont importés d'environnements exogènes différents du milieu local, l'expatriation pour les études à l'étranger et l'inadéquation de l'infrastructure.

Cette situation peut s'aggraver encore davantage à l'avenir avec la mondialisation de l'enseignement supérieur et universitaire ainsi qu'avec les orientations de la mondialisation qui encourage l'émigration des compétences créatrices hors du monde islamique. Les propositions suivantes sont de nature à juguler ce phénomène :

- Développer l'enseignement supérieur et universitaire et la recherche scientifique dans les pays islamiques et modernisation de leurs infrastructures ;
- Conjuguer les efforts des pays du monde islamique en vue de freiner l'immigration des cerveaux et élaborer une stratégie incitant les immigrés à réintégrer leurs pays respectifs ;
- Tirer profit de leur savoir-faire en les invitant à entreprendre des missions ponctuelles dans leurs pays d'origine ;
- Les inciter à rentrer et mettre à contribution leurs cerveaux pour promouvoir le développement du monde islamique ;
- Œuvrer au renforcement de leur attachement à leur religion, leur civilisation et leurs nations ;

En vue de lutter contre ce phénomène, l'ISESCO a élaboré la stratégie de mise à profit des compétences musulmanes en Occident adoptée par la 10ème conférence du Sommet islamique tenue en Malaisie 2003.

g) L'image standardisée préjudiciable à l'islam et aux musulmans

L'Occident retient de l'Islam, en général, une image standardisée négative qui lui est préjudiciable. Il voit en lui une propension à l'extrémisme et la violence. Cette image puise ses racines dans d'anciens événements historiques, et les événements du 11 septembre n'ont fait que la ternir davantage.

Pour redresser cette image et corriger les sentiments envers l'Islam, l'enseignement supérieur et universitaire est appelé à produire la connaissance académique convaincante en la matière et œuvrer à sa diffusion en Occident. Une autre méthode de redressement de cette image réside en la formation des esprits créateurs parmi les étudiants musulmans dans les différents domaines de la connaissance et de la technologie. La mobilisation des moyens médiatiques audiovisuels dirigés vers l'Occident constitue un autre moyen pour réaliser ces objectifs, car on peut apporter la preuve sur la viabilité des communautés musulmanes et leur capacité à participer à la civilisation humaine actuelle et susciter, ce faisant, le respect pour les musulmans et l'Islam.

En vue de lutter contre ces stéréotypes qui portent préjudice à l'islam, l'ISESCO a tenu plusieurs conférences et a participé à de nombreuses activités dont on cite :

- Colloque international sur "l'image du monde islamique dans les médias occidentaux : entre partialité et impartialité" (Maroc, 2002)
- Colloque international sur "l'islam en Europe" (Italie, 2004)
- Conférence internationale sur "l'islam religion de paix" (Moscou, 2005)
- Conférence internationale sur "l'islam et les jeunes" (Azerbaïdjan, 2006)

h) La technologie

Le monde a été le témoin au cours de ces dernières décennies d'une révolution scientifique et technologique sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Les découvertes et les inventions technologiques se sont succédées à un rythme encore plus effréné au début du troisième millénaire. Les capacités des ordinateurs se sont décuplées, voire centuplées, avec l'Internet passant chaque année au double par rapport à l'année précédente. Le monde a connu de nouvelles découvertes dans tous les domaines de la science et de la technologie, tels la communication, le génie génésique et l'espace. Cette révolution technologique a profondément marquée la vie socioéconomique et culturelle, provoquant la disparition de métiers souvent séculaires alors que d'autres se développaient de manière globale. De nouveaux concepts ont vu le jour, tels l'économie symbolique, l'économie post-industrielle et l'économie de l'information. Même entre les individus et les communautés, des nouveaux comportements ont émergés associés à des modes de vie inconnus à ce jour.

La tendance actuellement est d'intégrer la science et la technologie à la planification socioéconomique. En d'autres termes, et se fondant sur les principes de souveraineté et d'indépendance, cette intégration permettra à la science et la technologie de bénéficier d'une place de choix dans les politiques locales et nationales des pays islamiques visant à atteindre le développement global. Mais pour y aboutir, il faut :

- Adopter une politique de protection des étudiants surdoués après application des tests spécialisés permettant leur identification ;
- Préparer une génération de jeunes capables de composer avec les innovations technologiques et scientifiques et de contribuer à leur production, leur application et leur diffusion ;
- Mettre au point une base de données comprenant les chercheurs et les créateurs en matière de science et de technologie dans les pays islamiques.

Il est important, cependant, que cette révolution technologique trouve sa place dans la stratégie de développement de l'enseignement supérieur et universitaire dans le monde islamique, non seulement au niveau des moyens et des équipements, mais aussi sur le plan des programmes d'enseignement et de formation. Ceci permettra, d'une part de préparer les cerveaux susceptibles d'inventer et de produire et, d'autre part, d'interagir avec les progrès enregistrés dans le monde et de prospecter l'avenir au niveau tant local que régional et international. L'enseignement universitaire sera ainsi en mesure d'aborder la technologie en connaissance de cause qu'il s'agit de "la technologie éducative" et non de "la technologie dans l'éducation".

Cinquième partie

Perspectives de changement et mécanismes d'évolution proposés

L'enseignement supérieur dans les pays islamiques n'est pas pleinement en harmonie avec la mission qui lui incombe. L'imbrication de nombreux variables dans cette situation, déjà complexe, ne permet pas de résoudre facilement le problème. En effet, nous sommes passés dans cette nouvelle étape où les fonctions de l'université ne jouissent plus de la stabilité constante qui fût la sienne dans les époques précédentes. L'université doit passer par des phases au cours desquelles les institutions qui la composent doivent maintenant constamment modifier et transformer les rôles qu'elles assument. Les fonctions de l'université sont désormais inspirées par la nécessité de satisfaire les demandes procédant du volume invraisemblable des nouvelles inventions et le cumul des connaissances. Face aux mutations auxquelles les pays islamiques assistent, l'université constitue l'outil majeur qui permettra aux structures sociales de s'adapter aux changements. L'université, dans le fait, n'a pas cessé d'assumer ce rôle par le passé et a fourni la preuve, dans une certaine mesure, de sa capacité à appliquer ce modèle.

Mais les raisons qui sous-tendent l'inadaptation de l'université dans certains pays islamiques et son retard relatif au plan de la modernisation, reviennent à son incapacité à mettre au point un modèle propre à elle, à savoir le "modèle académique et scientifique" qui permettra à l'université de gérer son développement.

L'enseignement supérieur connaît, dans la plupart des pays islamiques, une dynamique et de sérieux efforts, sur tous les fronts et à tous les niveaux, aux fins de mettre en œuvre des stratégies susceptibles d'asseoir de nouvelles fonctions et réformes à ce système qui lui permettront d'être au diapason des changements apportés par l'environnement culturel et socioéconomique de ces pays.

La stratégie de développement des structures, types et formes de l'enseignement supérieur requiert une recherche approfondie des fonctions générales qu'il doit assumer, ainsi que de l'orientation que doit prendre la programmation de ses activités et services. Le but de ce développement est de mettre en place des structures adéquates et des orientations adaptées et efficaces. Il vise également à munir l'enseignement supérieur des facultés lui permettant de contribuer sérieusement au progrès, et faire en sorte que ses établissements deviennent performants au plan de l'enseignement et de la recherche scientifique, tout en renforçant leurs capacités de gestion de l'administration responsable de l'enseignement supérieur et de ses composantes au niveau des établissements universitaires.

Les considérations suivantes aideront, dans les circonstances actuelles, à l'élaboration d'une stratégie globale, ou en l'occurrence une stratégie de transition pour le développement de l'enseignement supérieur dans les pays islamiques :

- 1) Considérer l'université comme l'un des pivots du développement tous azimuts ainsi qu'une gageure du processus de modernisation et, d'autre part, comme l'un des piliers sur lesquels repose la renaissance du patrimoine culturel authentique et son développement en tant que pôle nécessaire à la consécration de la culture encyclopédique et la culture analytique.
- 2) La stratégie de développement s'appuie sur le principe que l'enseignement supérieur doit répondre aux besoins de la société tout en les anticipant, et atteindre un niveau d'harmonie qui lui permettra de satisfaire les ambitions et les attentes des pays islamiques.
- 3) Avec le développement que connaît le monde islamique et l'explosion des connaissances, l'acquisition du premier degré universitaire ne restera pas le monopole d'une catégorie restreinte d'individus, mais une demande publique. D'où la nécessité de mettre en place une stratégie permettant de modifier les méthodes et objectifs de l'enseignement tout en l'adaptant aux dernières découvertes scientifiques et au marché de l'emploi.
- 4) Considérer l'université comme un établissement ouvert et un observatoire pour déceler tous les progrès scientifiques et technologiques enregistrés dans le monde, ainsi qu'un cercle pour les chercheurs émérites et un laboratoire des découvertes et innovations. La considérer également comme un atelier pour la formation professionnelle auquel tout étudiant peut y accéder et y retourner, toutes les fois que ses compétences les lui permettent, l'université étant la rame motrice du développement où se réalisent les recherches de base et d'application dans tous les domaines.
- 5) Adhérer aux principes de bases en vertu desquels les fonctions de l'enseignement supérieur doivent être en adéquation avec les obligations de qualité et d'excellence que la formation exige et l'égalité des chances d'admission. Le but poursuivi ici est de construire une stratégie qui allie le développement quantitatif au développement qualitatif et à la méthodologie.
- 6) Il semble évident que la qualité en termes de rentabilité universitaire est désormais une préoccupation dans cette phase de changements immédiats, car les possibilités de satisfaire à ce principe et de répondre aux attentes de la Oumma sont tributaires de la maîtrise qu'on a des facteurs relatifs à l'établissement, tels les demandes de formation, les objectifs de formation, la compétence des encadrants, la production scientifique, etc.
- 7) L'organisation de l'enseignement supérieur se développe actuellement dans un climat qui soulève continuellement des interrogations sur l'efficacité des réformes entreprises et leur étendue. L'on penche à présent vers l'adoption de systèmes dynamiques et multidimensionnels, indépendants dans leurs structures, intégrés dans leurs milieux local et régional, interdépendants dans leurs éléments, et éloignés des systèmes universitaires basés sur la segmentation et la hiérarchisation des cours.

A la lumière des mécanismes précités nécessaires, à la concrétisation de la stratégie du développement et de l'analyse des éléments qui les composent, il convient de prendre une série de dispositions, notamment :

- Nécessité de cerner les différentes orientations que peut prendre le processus de développement intellectuel de l'université, en raison de l'importance de ce dernier. Ceci lui permettra de servir les objectifs cognitifs et scientifiques assignés au système d'enseignement supérieur, et de maintenir la corrélation entre les spécificités culturelles,

sociales et civilisationnelles du pays, évitant ainsi de verser dans une dépendance potentielle.

- Veiller à accroître le nombre des spécialités de formation et de recherche des instituts, départements, sections et unités, afin de répondre aux derniers développements scientifiques et aux besoins de modernisation, d'approfondir et d'enrichir les spécialités et satisfaire aux diverses inclinations et aptitudes des étudiants.
- Reconnaître que l'enseignement secondaire affecte directement le processus d'enseignement supérieur et qu'il est nécessaire d'instituer une sorte d'étape transitoire permettant d'habiliter les étudiants à l'étape post-secondaire tout en établissant des passerelles pour la qualification professionnelle qui tiennent compte de la situation économique du milieu.
- Assurer les potentialités de perfectionnement continu des établissements, en favorisant la culture d'amélioration des structures organisationnelles, de même que des programmes, méthodes et outils d'enseignement, ainsi que des systèmes de recherche scientifique. Veiller, par ailleurs, à la mise en place de mécanismes d'évaluation du rendement de l'établissement et la recherche constante et globale de la qualité.
- Diversifier les types d'établissements, tant au niveau du secteur public que privé, afin de favoriser la compétitivité scientifique et privilégier le renouveau intellectuel, et prévoir l'homologation de leurs degrés académiques et diplômes respectifs ainsi que la reconnaissance de leurs spécialités et leurs critères de qualité.
- Tenir des stages de formations des responsables administratifs en vue d'enrichir les structures universitaires et des ateliers régionaux pour la formation de cadres supérieurs à même d'encadrer l'enseignement supérieur, de le reformer et d'entreprendre des études destinées à son amélioration, et ce, dans le but de dynamiser les mécanismes d'amélioration des universités. Tenir également des ateliers de formation des experts en matière de planification stratégique.
- Créer dans les pays islamiques des instituts nationaux de recherche en matière d'enseignement supérieur portant sur l'amélioration des études d'accréditation, les méthodes de préservation de la qualité des performances, les méthodes d'évaluation et d'établissement des normes adaptées aux plans généraux et leurs composantes, ainsi que sur les bases du processus d'orientation, sur le suivi des sortants de l'enseignement supérieur et sur la correction de leur trajectoire.
- Intégrer l'enseignement supérieur au processus de production et relier les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique aux secteurs de la production.
- Relier le monde du travail à la vie universitaire en impliquant les acteurs économiques dans l'élaboration de programmes et l'organisation de stages dans les entreprises en faveur des étudiants.
- Inciter les entreprises à pourvoir des emplois aux diplômés universitaires et aux techniciens hautement qualifiés, et encourager les entreprises à rehausser le niveau de leur main d'œuvre.
- Promouvoir la formation continue dans les universités, et la formation en cours d'emploi, en coordination avec le monde du travail.

- Veiller dans les plans universitaires à l'excès dans les formations théoriques, et ce, afin d'éviter le chômage des diplômés, et œuvrer à rapprocher, autant que faire se peut, les spécialités du niveau socioéconomique des établissements universitaires.
- Favoriser la création d'alliances et de partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur et les autres institutions sociales à vocation administrative ou culturelle afin de constater les changements dans les besoins de la société ainsi que dans les différentes tendances intellectuelles, et mettre les établissements d'enseignement au cœur de la réalité sociale.
- Adapter les structures de l'enseignement supérieur aux derniers développements technologiques et mettre au point des mécanismes pour la création d'universités ouvertes et virtuelles, répondant ainsi aux besoins croissants de formation supérieure.
- Encourager l'ouverture sur les systèmes d'enseignement des pays industrialisés dans le but de tirer profit de leur savoir-faire et de leurs expériences, et d'intégrer rationnellement l'univers de la connaissance contemporaine.
- Veiller à faire ressortir la perspective islamique et les orientations de la culture islamique dans le traitement et l'assimilation des derniers développements intellectuels, scientifique et technologiques.
- Promouvoir toutes les formes de coopération bilatérale ou multilatérale entre les pays islamiques en vue de développer l'échange d'informations, d'expériences, d'enseignants, d'experts et de chercheurs, tout en facilitant l'échange des étudiants et la reconnaissance mutuelle des diplômes universitaires.
- Consacrer le principe de la démocratie de l'enseignement par l'égalité et l'impartialité dans les conditions d'admission aux établissements, ainsi que dans les formations en s'appuyant sur les compétences individuelles. Adopter des types diversifiés et équitables de participation aux frais afférents au développement et à la modernisation de l'enseignement supérieur, qui seront pris en charge par les apprenants et les catégories qui en bénéficient.

**Mécanismes de mise en œuvre de la Stratégie
de développement de l'enseignement
universitaire dans le monde islamique**

Préambule

Se fondant sur les objectifs de la Charte de la Fédération des Universités du Monde islamique, notamment l'article 4, alinéa b, appelant à « rehausser le niveau de l'enseignement supérieur et le développer afin qu'il réponde aux exigences des pays islamiques et à leurs besoins en ressources humaines. » ;

Conformément aux recommandations de la troisième Conférence générale de la Fédération des Universités du Monde islamique, tenue à l'université de Sharjah, Etat des Emirats Arabes Unis (9-11/03/2004), appelant le Secrétaire général de la Fédération à « **élaborer des projets spécialisés pour développer l'enseignement supérieur dans le monde islamique.** » ;

En application des résolutions de la deuxième Conférence islamique des ministres de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, tenue à Tripoli (Grande Jamahiriya, 6-9/09/2003) soulignant la nécessité d'activer le rôle des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans le développement de la société, améliorer le rendement du système éducatif, rehausser la qualité des établissements d'enseignement et développer les compétences de leurs ressources humaines ;

Consciente des besoins toujours croissants en matière d'enseignement et d'apprentissage, et compte tenu des défis internes et externes qui deviennent de plus en plus importants dans les pays islamiques ;

S'appuyant sur le savoir-faire dont il dispose et tirant avantage de l'expertise des institutions éducatives concernées par l'enseignement universitaire ;

Le Secrétariat général a élaboré le projet de **Stratégie de développement de l'enseignement universitaire dans le monde islamique**, en guise de contribution aux efforts des institutions de l'enseignement supérieur dans les Etats membres de l'Organisation de la Conférence islamique, en reconnaissance de la mission éducative et pédagogique qui construit la personnalité de l'individu musulman, vise le bien de la société et la protection de son identité culturelle et civilisationnelle et interagit avec le développement humain dans les différents champs du savoir.

Définitions

- 1- Le Secrétariat général :** Le Secrétariat général de la Fédération des Universités islamiques.
- 2- La Fédération :** La Fédération des Universités du Monde islamique.
- 3- La Charte :** La Charte des Universités du Monde islamique.
- 4- La Stratégie :** La Stratégie de Développement de l'Enseignement universitaire dans le Monde islamique.
- 5- L'Instance :** L'Instance consultative pour la Mise en Oeuvre de la Stratégie de l'Enseignement universitaire dans le Monde islamique.
- 6- Les universités membres :** Les universités membres de la Fédération des Universités du Monde islamique.
- 7- Le Fonds :** le Fonds de financement des projets et programmes de la Stratégie.

Compte tenu du rôle assigné à l'enseignement universitaire dans la promotion de la civilisation et du développement dans le monde islamique, la Stratégie se compose de cinq chapitres.

Le premier chapitre traite de l'importance, des références, des objectifs et des défis qui sous-tendent la Stratégie. Le deuxième chapitre aborde les domaines de développement de l'enseignement universitaire. Le troisième chapitre traite des questions et des thèmes qui représentent une priorité stratégique dans l'enseignement universitaire. Le quatrième chapitre souligne le rôle de l'université dans le traitement des problèmes actuels de la Oumma. Le cinquième chapitre se présente sous forme de propositions et de recommandations concernant les mécanismes de développement.

Convaincu que toute action fructueuse doit procéder de la réalité, le Secrétariat général de la Fédération, en vue de mettre en application la Stratégie et ses orientations, laisse à chaque université le choix de déterminer ses priorités et ses orientations. A cet effet, le Secrétariat général propose le mécanisme de mise en œuvre suivant :

1- Au niveau du Secrétariat général de la Fédération des Universités du Monde islamique.

Création de l'Instance consultative pour la mise en œuvre de la Stratégie de Développement de l'Enseignement universitaire dans le Monde islamique.

L'Instance consultative se compose du Secrétaire général de la Fédération ou de son suppléant, d'un représentant du Comité permanent pour la coopération scientifique et technologique (relevant de l'Organisation de la Conférence islamique) et de six représentants d'universités membres, représentant les régions arabe, asiatique, africaine, européenne et américaine, élus par rotation pour un mandat de trois ans. L'Instance peut constituer des commissions spécialisées dont les fonctions seront fixées par son Règlement intérieur.

Objectifs :

- Traduire les objectifs stratégiques en programmes et projets scientifiques.
- Déterminer les priorités en fonction des changements et des défis.
- Collecter des fonds pour financer les projets et les programmes de la Stratégie.
- Appuyer les efforts des universités en vue d'établir et de développer ses plans et programmes.
- Etablir les grandes lignes des programmes et projets d'avenir dans le cadre des objectifs stratégiques.
- Promouvoir l'échange des savoir-faire et des expériences et établir des relations de coopération entre les universités islamiques.
- Créer un observatoire stratégique au sein de l'Instance pour assurer le suivi des nouveautés et des défis qui agissent positivement sur l'enseignement universitaire ; proposer des orientations et des conceptions pour les intégrer dans les plans de la Fédération.
- Planifier l'avenir des universités sur le plan du savoir et évaluer les résultats réalisés dans ce domaine.
- Etudier les plans, les projets, les programmes et les stratégies présentées au Secrétariat général de la Fédération.

2- Au niveau des universités membres :

- a) Créer une unité d'action stratégique à l'université pour se concerter sur les moyens de mise en œuvre de la Stratégie et son adaptation aux spécificités et exigences de l'université.

- b) Proposer des projets et des programmes de mise en œuvre dans le cadre des objectifs stratégiques.
- c) Pourvoir l'Instance d'experts universitaires spécialisés dans les questions de l'enseignement universitaire.
- d) Fournir à l'Instance les activités de l'université.
- e) Créer un Conseil de coordination entre les universités nationales et la Commission consultative.

3- Au niveau de la société civile

L'intérêt pour l'enseignement universitaire ne doit pas se limiter aux institutions spécialisées ni se restreindre aux moyens officiels et traditionnels. En effet, toutes les composantes (sociales, économiques, artistiques et religieuses) doivent contribuer à l'activation de la mission stratégique, étant donné que l'enseignement universitaire agit sur les différentes structures sociales, culturelles, sociales, médiatiques, techniques, économiques, religieuses etc. De fait, les extrants de l'enseignement universitaire influent sur l'environnement social sous toutes ses dimensions. La relation dialectique qui existe ainsi entre l'enseignement supérieur et les autres composantes de la société fait en sorte que ces institutions spécialisées servent et sont servies en même temps. Et pour activer cet avantage réciproque, on propose l'établissement d'une coopération et d'un partenariat entre cette Instance et les institutions suivantes :

- les institutions médiatiques
- les institutions bancaires et économiques
- les institutions artistiques
- les institutions scientifiques et de recherche
- les institutions sociales.

4- Création d'un Fonds pour le financement des projets et programmes de la Stratégie

Un Fonds spécial est créé pour financer les projets et les programmes proposés par l'Instance consultative dans le cadre des objectifs de la Stratégie, sous la supervision du Secrétariat général de la Fédération. Les ressources de ce Fonds sont les suivantes :

- Les aides et dons octroyés qui cadrent avec les objectifs de la Fédération.
- Les revenus des services scientifiques.
- Les contributions des universités membres destinées à mettre en œuvre les projets et les programmes proposés.

Organigramme proposé pour la Commission consultative

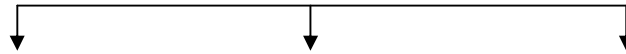
Secrétariat général de la Fédération des Universités du Monde islamique



Représentant du Comité permanent pour la Coopération scientifique et technologique



Le Président



Les responsables

Le Rapporteur

Le Vice-Président

**Affaires éducatives,
scientifiques et culturelles**

**Affaires administratives,
financières et juridiques**

**Planification, études
stratégiques et évaluation**